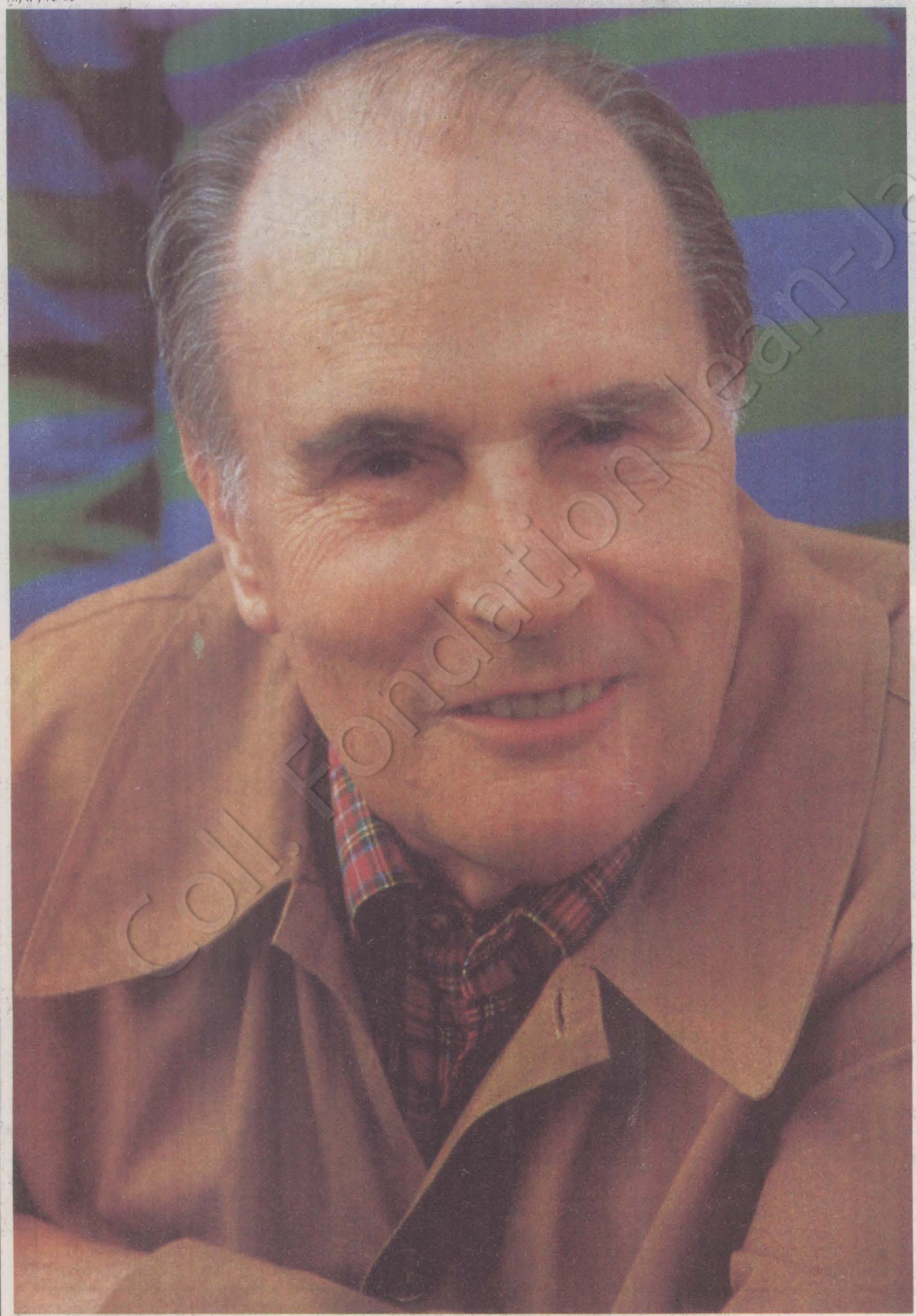
l'unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

M 2805 - N° 649 - 8 F

23 MAI 1986

Sipa-presse



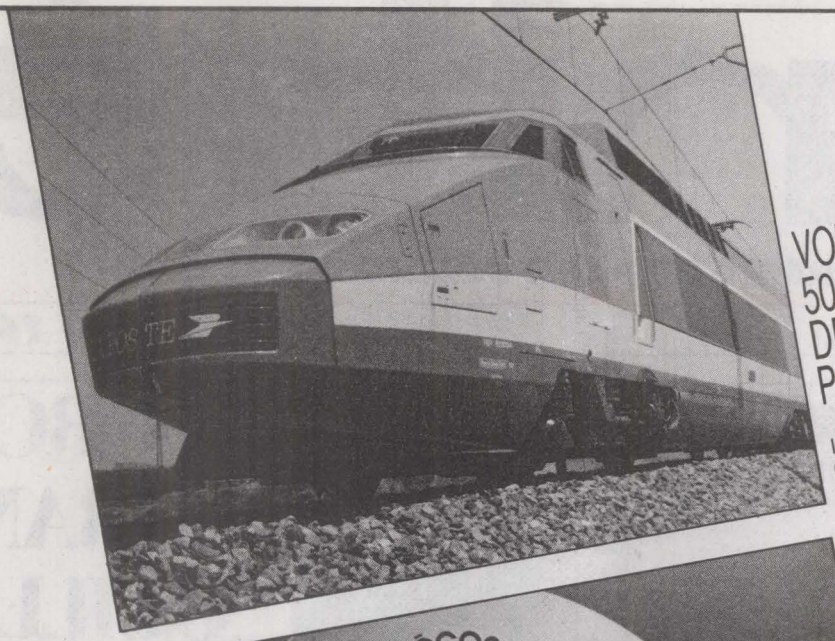
François Mitterrand à la Roche de Solutre, le 41ème dimanche de la Pentecôte.

FORCE TRANQUILLE ET FAIBLESSE FEBRILE

49.3 LE CALIBRE PRÉFÉRÉ DE CHIRAC

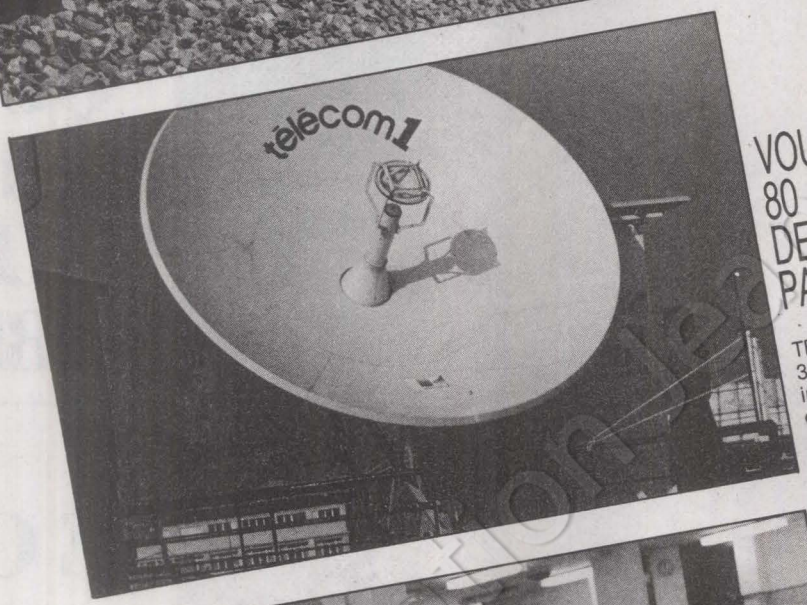
T.F.1: CONTRE LE PUTSCH DE LA DROITE

Coll. Fondation Jean-Jaurès



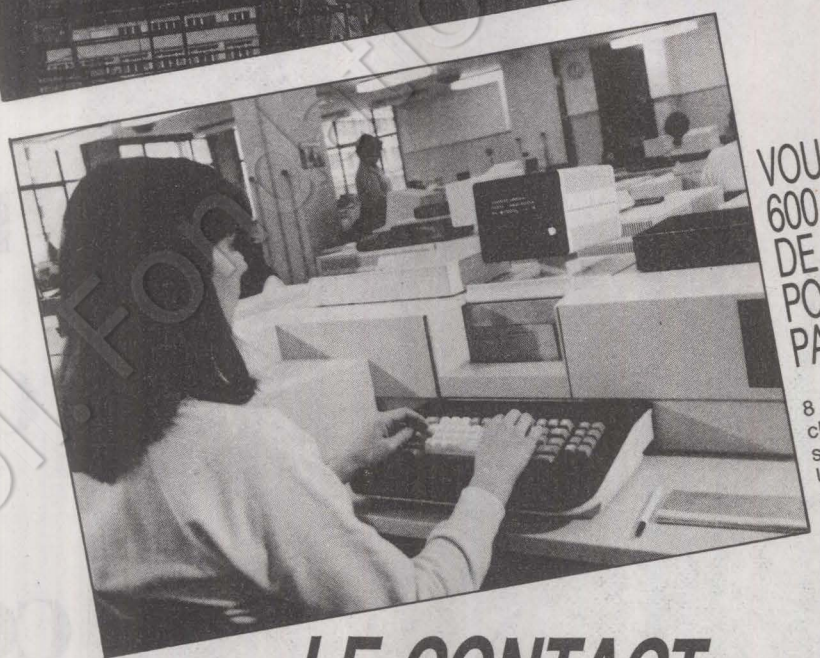
VOUS POSTEZ 50 MILLIONS DE LETTRES PAR JOUR...

Le TGV postal :
65 tonnes de lettres à 260 km/h
entre Paris et Lyon.



VOUS PASSEZ 80 MILLIARDS DE COUPS DE FIL PAR AN...

TELECOM 1 :
3 000 conversations simultanées
intercontinentales, 2 canaux TV
couleur et toutes les ressources
de la vidéocommunication
au service des entreprises.



VOUS SIGNEZ 600 MILLIONS DE CHEQUES POSTAUX PAR AN...

8 millions de Français ont
choisi la Poste et le chèque
soleil.
Une gestion informatique qui
assure à chacun un relevé
pour chaque opération.

LE CONTACT, NOUS AUX PTT ON ASSURE !

Coll. Fonds Jean Jaurès

SOMMAIRE

« L'UNITE »
N° 649
du 23 mai 1986



FORCE TRANQUILLE ET FAIBLESSE FEBRILE

49.3 LE CALIBRE PREFERE DE CHIRAC

T.F.1: CONTRE LE PUTSCH DE LA DROITE

4 FRANCE

François Mitterrand : la force tranquille plus que jamais, par Claude Estier.
Chronique de la bêtise annoncée, par Nicole Chaillot.
Marseille : après la tempête, par Jean-Pierre Bédéï.
P.c.f. : la mauvaise vue de Marchais, par Jean-Pierre Bédéï.
49.3, le calibre préféré de Chirac, par Martine Ducousset.

8 AUDIOVISUEL

T.f.1 : contre le putsch de la droite, par Jean-Paul Liégeois.

12 SOCIAL-ECONOMIE

Les syndicats payés en monnaie de singe, par Claude Jadoul.
Michel Delebarre : « Le patronat n'a plus rien à lâcher, il a tout obtenu » (propos recueillis par Claude Jadoul).
Investissements : les patrons traînent les pieds, par Marc Perry.

16 JEUNES

J.o.c. : la planète rouge, violette... et pourpre cardinalice, par Claude Jadoul.

18 ENVIRONNEMENT

Quand les salades ne paient plus, par Frédérique de Gravelaine.
Santé : la loterie radioactive, par Pierre-Yves Poindron.
H. plus a commencé, par Denis Dangaix.

20 MONDE EN BREF

Par Jean Liberman et Michel Mathieu.

22 LIVRES

Un Américain pas tranquille du tout, par Nicole Bernheim.

24 CINEMA

Cannes : Amen ou Alleluyah... au choix, par Fabian Gastellier.
Andréi Konchalowsky ou le don du caméléon.
Barbara Sukowa n'aime pas le goulasch.

28 CHRONIQUE LITTERAIRE

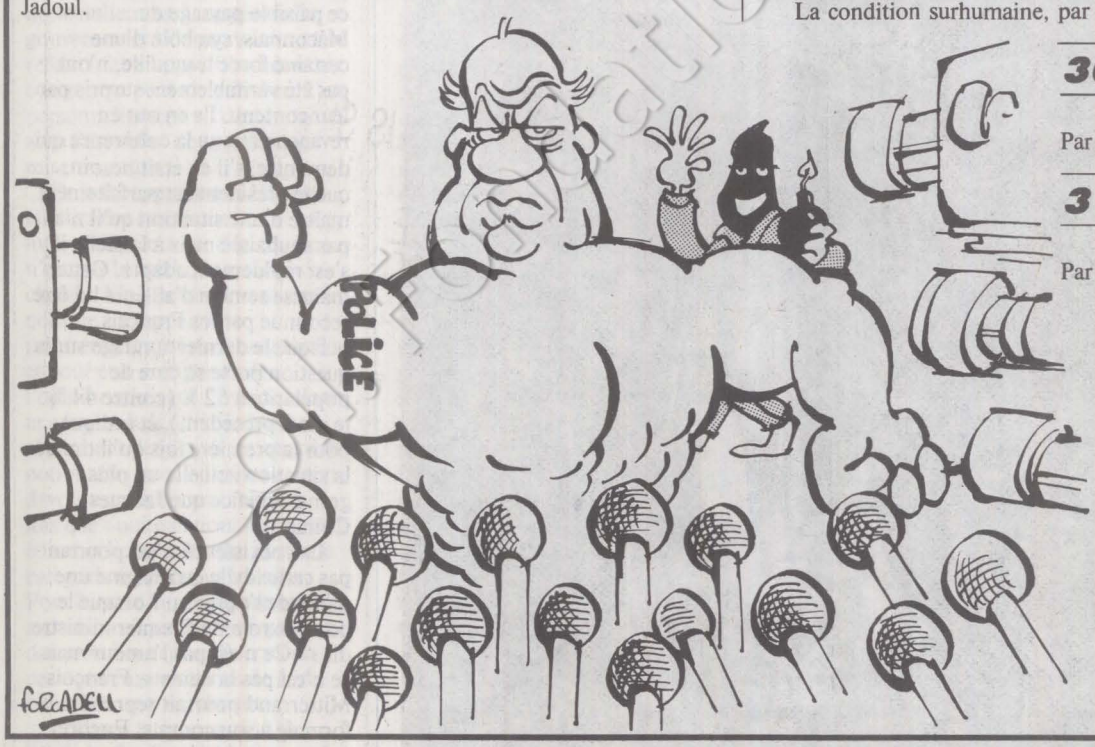
La condition surhumaine, par Claude Glayman.

30 JEUX

Par Rémy Albert.

31 LIVRES EN BREF

Par Nicole Chaillot.



Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 48.78.40.73. Administration : 10, rue Solferino 75007 Paris. Tél. : 45.50.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Jean Liberman, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Chaussepied, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 48.78.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité, 12, cité Malesherbes. Capital social : 250 000 F. Principaux associés : Claude Estier, Nicole Chaillot, Lionel Jospin, André Laigniel. Directrice de la publication : Nicole Chaillot. Tirage moyen : 42 000 ex. Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

FRANÇOIS MITTERRAND LA FORCE TRANQUILLE PLUS QUE JAMAIS

A l'occasion de ses confidences de la Pentecôte, le président de la République a expliqué pour la première fois publiquement comment il conçoit la coexistence. Ce n'est pas de tout repos pour Jacques Chirac qui sait d'ailleurs bien à quoi s'en tenir.

Sipa-presse



François Mitterrand et Claude Estier, à la Roche de Solutré, le dimanche de Pentecôte.

PAR CLAUDE ESTIER

LE 41e pèlerinage du dimanche de Pentecôte à la Roche de Solutré – depuis 1946 François Mitterrand n'a jamais manqué ce rendez-vous annuel – a permis au président de la République de s'exprimer pour la première fois publiquement sur la coexistence telle qu'elle fonctionne depuis le 16 mars et telle qu'elle se présente pour l'avenir.

Les journalistes, accourus pour recueillir ses paroles face à ce paisible paysage du Mâconnais, symbole d'une certaine force tranquille, n'ont pas été véritablement surpris par leur contenu. Ils en ont en revanche retenu la cohérence qui démontre, s'il en était besoin, que le président est parfaitement maître d'une situation qu'il n'a pas souhaitée mais à laquelle il s'est rapidement adapté. Cette maîtrise semble d'ailleurs lui être reconnue par les Français, puisque le dernier sondage sur la question porte sa cote de popularité à 52 % (contre 44 % le mois précédent), et indique pour la première fois qu'il tire de la situation actuelle un plus grand bénéfice que Jacques Chirac.

La coexistence n'est pourtant pas cette idylle qu'imagine une partie de l'opinion. Lorsque le porte-parole du Premier ministre dit : « Ce n'est pas l'amour mais ce n'est pas la haine », François Mitterrand pourrait reprendre la formule à son compte. Encore qu'en cette matière il soit moins porté à faire du sentiment qu'à regarder les réalités en face.

La première réalité, incontournable, est que la droite a gagné les élections du 16 mars, dans des conditions parfaitement démocratiques « puisque c'est nous qui avions organisé ces

Fonds Jean-Jaurès

Gamma



Avec les journalistes.

élections ». Elle a donc le droit de gouverner et d'appliquer son programme même si beaucoup de ceux qui ont voté pour elle n'en avaient pas lu le détail (ce qui était d'ailleurs également le cas des 110 propositions de 1981). Le président ne songe donc nullement à empêcher le gouvernement de gouverner et se refuse à faire la guérilla même si, comme on peut s'en douter, il est personnellement en désaccord avec l'essentiel de la politique mise en œuvre.

Doit-il cependant se taire et laisser faire sans jamais intervenir. On a vu, déjà, que ce n'est pas la méthode qu'il a choisie. Mais ses interventions, pour ne pas apparaître précisément comme une guérilla et pour être comprises de l'opinion, doivent s'inscrire dans une logique rigoureuse qu'il a clairement définie en évoquant la notion de « points limites » : son devoir est d'intervenir chaque fois que l'unité nationale pourrait être menacée ou les droits d'une catégorie de citoyens sacrifiés. Pour bien se faire comprendre il a choisi trois exemples à propos desquels il a déjà eu l'occasion ces dernières semaines de faire connaître son sentiment.

D'abord la suppression de l'autorisation préalable de licenciement. S'il a refusé à l'avance de signer une ordonnance à ce sujet, ce qui oblige le gouvernement à faire voter une loi par le Parlement qui prendra donc ses responsabilités, c'est parce que, avec cette suppression, des centaines de milliers de travailleurs pourraient se trouver sans défense face à l'arbitraire patronal, et donc placés en quelque sorte « en dehors du développement de la France ».

Le deuxième exemple concerne la Nouvelle-Calédonie, sujet sur lequel il s'est exprimé au Conseil des ministres de la semaine dernière. Le président a de sérieuses raisons de craindre que les mesures que le ministre Bernard Pons a fait adopter mercredi constituent un retour en arrière et rompent le fragile équilibre auquel on était parvenu à la suite des élections régionales organisées par le gouvernement socialiste. « Je ne voudrais pas, souligne-t-il, qu'un groupe ethnique, une fraction de la population, une collectivité se sente exclu et en souffre gravement parce que privé de ses propres droits. » Il a dit cela l'autre jour à Jean-Marie Tjibaou qui semble avoir trouvé la possibilité d'un recours dans cette prise de position présidentielle qui pourrait être suivie d'une saisine constitutionnelle.

Troisième exemple de point limite : il s'agit cette fois des dénationalisations. Le président ne conteste pas à la nouvelle majorité le droit d'y procéder puisqu'elle les avait inscrites à son programme. Mais il est ferme sur les modalités pratiques : « On ne peut acheter à l'Etat dans des conditions qui ne correspondraient pas aux conditions posées lorsqu'on a vendu à l'Etat. » Il se souvient en effet des règles strictes édictées par le Conseil constitutionnel lors des nationalisations de 1981-1982. On comprendrait mal qu'il n'en soit pas de même en sens inverse. La question est encore plus délicate pour les nationalisations effectuées par le général De Gaulle pendant la période 1945-1946 puisqu'il n'y avait pas eu alors de règles d'évaluation. La réponse embarrassée faite aussitôt par l'entourage du ministre chargé de la Privatisation montre qu'il y a bien là un vrai problème et qu'il pourrait prendre un certain relief si le gouvernement s'avisait de brader à des intérêts privés ce qui appartient au patrimoine national. La même remarque pourra être faite le moment venu pour la privatisation de T.f.1.

Parlant ainsi, le président de la République ne profère aucune menace. Il annonce seulement — après s'en être déjà à plusieurs reprises expliqué en tête à tête avec Jacques Chirac — en quoi et sur quoi s'exercera sa vigilance.

Est-ce à dire que l'on s'achemine fatalement vers un conflit qui pourrait mettre fin, prématurément, à cette coexistence tant prisée par une majorité de Français ? Le président de la République ne souhaite pas provoquer ce conflit. Il fait même ressortir que paradoxalement, la situation actuelle lui redonne une certaine fonction d'arbitrage qui lui était davantage contestée quand l'orientation de la majorité

(suite en page 6)

CHRONIQUE DE LA BÊTISE ANNONCÉE

La mémoire vraiment très courte

TOUT petit déjà dès l'école maternelle on apprend que la faute majeure, celle qui ne se pardonne pas et ne se règle qu'à coup de « Tu vas voir ta gueule à la récré » c'est de rapporter. Le cafteur et son compère le fayoteur étant une espèce honnie et méprisée. Plus tard le délateur, l'indic, la balance même s'ils sont des auxilliaires utiles de la police restent une engeance peu fréquentable. Tout cela va changer par la grâce des sieurs Pasqua et Pandraud qui érigent le donneur en citoyen pleinement conscient de ses responsabilités civiques.

Ne craignant pas de se salir les mains (une vieille habitude) le ministre de l'Intérieur a d'ailleurs amorcé le système en dénonçant du haut de la tribune de l'Assemblée nationale ceux qui s'étaient « couchés devant l'occupant ». Gratuitement il faut le reconnaître, son seul salaire étant jusqu'à présent une belle volée de bois vert, rançon de la perte de sang froid de l'ex-patron du Sac qui décidément n'arrive pas à endosser ses nouveaux habits de ministre. Reste que la denière fois où la délation — gratuite ou rétribuée — fut utilisée à l'échelle de l'Etat, ce fut par la Gestapo et la Milice qui, il faut s'en souvenir, ont pu se féliciter alors du « civisme » des Français, les lettres de dénonciation arrivant par milliers. Quand Pasqua stigmatise ceux qui se sont couchés devant l'occupant, il veut sans doute parler de ces délateurs-là ! La religion de l'ordre pour l'ordre aboutissant à Dachau, à Auschwitz ou à Treblinka, l'ancien résistant Pasqua l'aurait-il oublié ?

Et tout ça au nom de la lutte contre le terrorisme dont il faut bien dire qu'il ne s'est jamais aussi bien porté que depuis que la droite est aux affaires. Mais changement d'atmosphère, personne dans l'opposition de gauche ne s'abaissera à en rendre Chirac ou Pasqua responsables sur l'air de « Que fait le gouvernement » et « Que fait la police ». Ça aussi il faudra s'en souvenir.

NICOLE CHAILLOT

(suite de la page 5)

parlementaire coïncidait avec la sienne. Et quand un journaliste lui fait remarquer qu'il peut à la rigueur distribuer des « cartons jaunes » mais pas des « cartons rouges » qui lui permettraient d'expulser des joueurs du terrain, il répond : « Attendez la fin de la partie, c'est à ce moment qu'on compte les points. »

La question est donc bien de savoir à quel moment se situera la fin de la partie. Ira-t-elle jusqu'à son terme normal de mai 1988 — exactement deux ans — ou sera-t-elle interrompue avant et de quelle manière ? François Mitterrand explique qu'il dispose théoriquement de trois armes. D'abord la dissolution. Curieusement c'est celle que Jacques Chirac semble craindre le plus et c'est une des raisons pour lesquelles il est tellement pressé de faire aboutir le rétablissement du scrutin majoritaire. C'est pourtant une hypothèse que le président rejette absolument : « Les Français viennent de se prononcer. Je ne peux pas leur dire quelques mois plus tard : vous vous êtes trompés, c'est moi qui ai raison, il faut tout recommencer. » D'autre part, de nouvelles élections législatives, même à la proportionnelle — François Mitterrand rappelle d'ailleurs qu'il n'a pas de religion absolue en matière de mode de scrutin ce qui ne l'empêche pas de vouloir que tous les députés, et pas seulement ceux de la majorité, puissent en débattre en connaissance de cause — donneraient dans les circonstances actuelles des résultats peu différents de ceux du 16 mars. Il aurait donc lui-même, les ayant provoquées, tout à y perdre. « La dissolution, ajoute-t-il, peut être utile après une élection présidentielle, pas avant. Et puis pourquoi mener une bataille sur 577 circonscriptions alors qu'on peut la mener sur une seule. »

Deuxième arme possible : le référendum mais elle est un peu « élimée ». Il y a certes le projet que Georges Pompidou avait fait voter par le Parlement pour ramener le mandat présidentiel à cinq ans. François Mitterrand est plutôt favorable à cette idée mais le projet Pompidou, le seul qui pourrait être soumis directement à référendum comportait deux questions : la première réduisait le mandat de 7 à 5 ans mais la seconde stipulait que le président en exercice irait jusqu'au terme de son septennat. « Ce n'est pas forcément l'idéal », remarque le président qui souligne alors que la seule arme véritable dont il dispose est l'élection présidentielle dont il a, seul, le pouvoir de fixer la date, soit à son échéance normale, soit avant par sa démission. Et il insiste sur ce point capital : « Il vaudrait mieux pour la France que l'élection ait lieu à son terme mais cela suppose que soient respectées les règles impérieuses de la République. Si c'est avant deux ans, je suis le seul à pouvoir en décider, on semble avoir oublié cette vérité première. »

A partir de cette clarification, reste une seule question, plusieurs fois posée dimanche par les journalistes et à laquelle François Mitterrand n'a évidemment pas répondu : serait-il lui-même, comme la plupart des dirigeants socialistes le lui demandent, candidat à sa propre succession soit en 1988, soit plus tôt s'il provoquait en se démettant une élection anticipée. Il n'a jamais dit qu'il serait candidat mais il ne dit pas non plus le contraire, ce qui permet à chacun d'interpréter à sa guise. Y compris lorsqu'il laisse tomber cette remarque qui n'est pas tout à fait gratuite : « Quatorze ans, c'est trop, douze ans, c'est mieux. » Au moment précis où il entre dans la sixième année de son mandat, François Mitterrand n'a pas encore lui-même tranché : son intention est bien de laisser venir les événements en marquant le terrain qu'il a défini et en observant attentivement ce qui se passe dans les rangs de la majorité. En sachant aussi que deux années constituent de toute façon un délai très court dans la vie politique. A plus forte raison si cela devait être moins.

Ferme sur quelques principes, mais pragmatique quant aux initiatives qu'il pourrait être amené à prendre, il n'entend évidemment pas abattre toutes ses cartes, et notamment la carte maîtresse qu'il est seul à posséder. Jacques Chirac, qui ne peut lui faire reproche d'aucune des paroles qu'il a prononcées dimanche à Solutré, sait parfaitement à quoi s'en tenir. Mais lui aussi, coincé entre le président d'une part et de l'autre les ultras de sa majorité, ne peut que jouer serré cette partie inédite dont il ne connaît pas la fin.



Gamma

Le maire Robert Vigouroux et son premier adjoint Jean-Victor Cordonnier.

Marseille : la tempête apaisée

LES remous suscités par la succession de Gaston Defferre semblent apaisés. Les Marseillais ont un nouveau maire : Robert Vigouroux. Ce professeur de neurochirurgie, de soixante-trois ans, est un fidèle de Gaston Defferre dont il a été le suppléant à l'Assemblée nationale de 1973 à 1978. Il a commencé à militer dans les rangs de la S.f.i.o. Puis il est entré au Conseil municipal de Marseille en 1971.

Deux socialistes postulaient à la succession de Gaston Defferre. Robert Vigouroux, soutenu par le groupe de Philippe Sanmarco, l'a finalement emporté sur Michel Pezet (19 voix contre 16). Le mode de désignation du candidat a été tranché par Lionel Jospin : seuls se sont exprimés les élus membres du P.s., en vertu des règles et des statuts du Parti. Les conseillers municipaux apparentés au P.s. n'ont pas été conviés à se prononcer. C'est dans ce contexte que Robert Vigouroux a été désigné par le groupe socialiste, avant d'être élu maire. Avec comme premier adjoint Jean-Victor Cordonnier qui assurait l'intérim de Gaston Defferre.

Sans doute sera-t-il difficile d'effacer toutes les traces du conflit qui a agité la fédération des Bouches-du-Rhône, ces dernières semaines. Mais l'élection de Robert Vigouroux constitue une solution de sagesse. Elle met fin à l'exacerbation des passions.

Désormais les socialistes doivent se rassembler pour atteindre un objectif majeur : conserver la mairie de Marseille aux élections municipales de 1989. Avec la montée de la droite et de l'extrême droite, prêtes à se rassembler derrière l'U.d.f. Jean-Claude Gaudin, la tâche ne sera pas aisée. Mais les Marseillais peuvent compter sur Robert Vigouroux pour faire vivre la tradition et l'héritage de Gaston Defferre.

J.-P.B.

49.3 LE CALIBRE PRÉFÉRÉ DE CHIRAC

Dès qu'il entend le mot débat Chirac dégaine son 49.3 et fait donner ses hommes liges quitte à provoquer des incidents pour mieux noyer le poisson.

La décision de Jacques Chirac d'empêcher, en engageant immédiatement la responsabilité de son gouvernement, tout débat au fond sur le changement de mode de scrutin lui aura permis dans l'immédiat d'en finir rapidement avec une affaire délicate qui secouait sa propre majorité. Mais c'est certainement une faute politique dont il paiera à terme les conséquences. Non seulement parce que sur un tel sujet, qui concerne directement les députés, ce forcing crée un précédent grave que le président de la République pourra mettre en avant lorsque viendra le moment des ordonnances précisant le découpage des circonscriptions. Mais encore parce qu'à l'occasion de la présentation du projet de réforme électorale mardi à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, homme lige de Chirac comme Poniatowski le fut de Giscard d'Estaing, a révélé en perdant son sang froid la vraie nature du pouvoir actuel qui est mu d'abord par une volonté de revanche sur la gauche. Cela l'a déjà conduit depuis deux mois à quelques faux pas. Celui de cette semaine est de taille d'autant que s'en ajoute un autre qui met aussi en cause le même Pasqua. Celui-ci a en effet récidivé dans l'odieux par les réponses qu'il a faites mercredi matin sur l'antenne d'Europe 1 aux questions qui lui étaient posées à propos de l'incroyable traitement infligé à des journalistes de cette station par des policiers trop zélés. Oui avec cet homme-là, les libertés individuelles et collectives sont en danger. C'est ce qu'a souligné Roland Dumas au nom du groupe socialiste et on n'a certainement pas fini d'en parler. C.E.

PAR MARTINE DUCOUSSET

IL ne badine pas avec la politique, il la viole. Parce que c'est plus commode, parce que ça fait plaisir aux copains. Chirac l'homme pressé, pour cause d'ambition présidentielle. Chirac sous pression, par la faute d'amis exigeants tout occupés à le harceler. Et qui l'obligent – mais lui ne se fait pas trop prier – à brandir chaque fois qu'il est embêté son arme de prédilection : l'article 49 alinéa 3 de la Constitution.

Voilà donc deux fois en l'espace d'une semaine que le Premier ministre engage la responsabilité de son gouvernement. D'abord sur la loi d'habilitation économique et sociale, évitant ainsi toute discussion sur les conditions de la vente des entreprises dénationalisées au secteur privé. Aujourd'hui sur le projet de réforme de la loi électorale, privant par là-même les députés d'un débat qui les concerne pourtant au premier chef. C'est ce qui s'appelle gouverner à la hussarde, et c'est proprement scandaleux.

Scandaleux parce que, en dégainant sans cesse son 49.3, Jacques Chirac bafoue allégrement le suffrage universel. Comme le faisait justement remarquer Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, « pour la première fois dans l'histoire des démocraties, un projet de loi électoral va être adopté sans avoir été voté, sans avoir été débattu ».

Scandaleux aussi quand on sait que deux partis, le R.p.r. et l'U.d.f., connaissent le nouveau découpage électoral tandis que les autres – P.s., P.c. et Front national – l'ignorent totalement. Depuis un mois la droite négocie en cachette avec d'incroyables difficultés, depuis un mois elle manie la calculette et les ciseaux pour se tailler des circonscriptions sur mesure. Elle s'est fait sa propre cuisine, et tant pis pour les délicats qui ne l'apprécieront pas. C'est honteux. Une insulte à la démocratie. Mais Jacques Chirac n'en a cure. Son but, c'est de revenir vite fait, mal fait, au scrutin uninominal à deux tours. Pour satisfaire les ultras de sa majorité, qui lui réclament d'aller « vite et fort » dans l'application de la plate-forme R.p.r.-U.d.f. Et pour s'offrir, en cas de nouvelles élections, des troupes beaucoup plus massives que celles qui le soutiennent aujourd'hui.

Charles Pasqua a d'ailleurs par deux fois vendu la mèche. Primo en expliquant au « Figaro » du 17 mai dernier : « Si une dissolution intervient dès la fin juillet, la règle du jeu majoritaire sera rétablie. » Secundo, en affirmant mardi devant l'hémicycle : « La finalité d'une élection n'est pas d'abord de donner une photographie fidèle de l'opinion publique, mais bien de dégager une majorité de gouvernement cohérente et stable tournée vers l'action. »

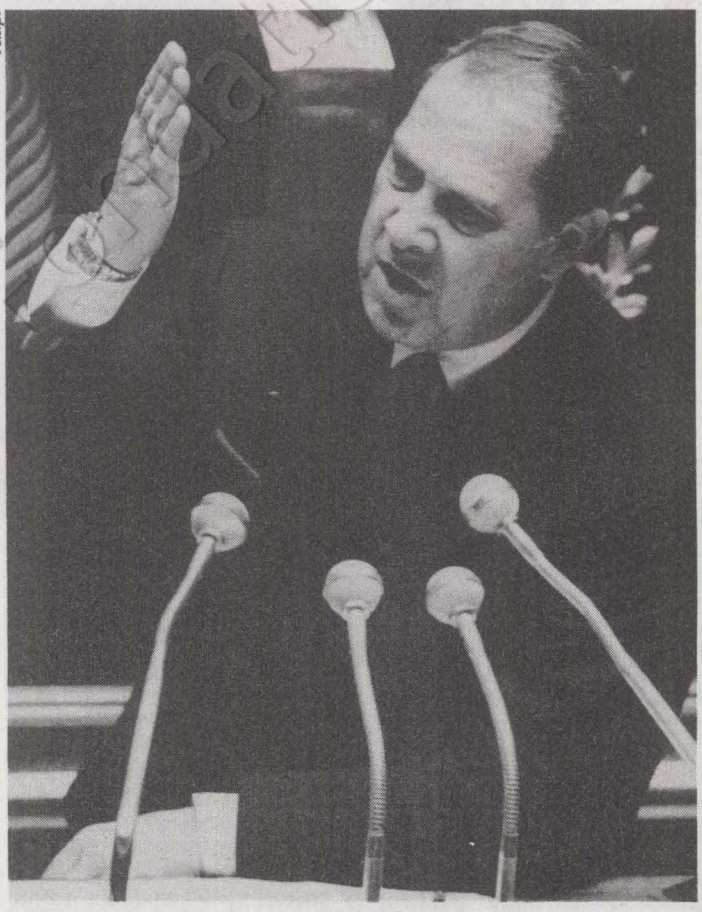
On ne saurait mieux nager dans le cynisme. Les électeurs ? On s'en fout. Ce qu'on veut, nous, c'est le pouvoir. Et le plus fort possible. Inouï. Et révoltant. Mais de la part de Pasqua, plus rien n'étonne. Tout écœure. Le ministre de l'Intérieur, sans doute agacé qu'on le traite de « tricheur » n'a-t-il pas bavé, à la tribune de l'Assemblée, en s'adressant aux socialistes : « Je suis de ceux qui ont participé à l'Histoire pendant que vos amis se couchaient devant l'occupant » ? Bravo, Monsieur le ministre. Ça, c'est du débat politique. Ça, c'est sans doute plus rigolo qu'une discussion sur la manière dont vous allez charcuter les circonscriptions...

Qu'on ne s'y trompe pas. Dérapage contrôlé ou pas – dérapage odieux en tout cas – les insultes proférées par l'ancien responsable du S.a.c. ne doivent pas faire oublier l'essentiel : des députés élus par le peuple français, et responsables devant lui des lois qui sont votées à l'Assemblée nationale, vont être priés de dire Amen à un texte sans en avoir le moins du monde débattu. C'est quoi un député, finalement ? Un fantoche ?

Conscient de l'énormité de la chose, François Mitterrand a très tôt marqué sa désapprobation : le gouvernement gouverne et le président de la République arbitre, certes. Mais justement. Son rôle d'arbitre lui fait dire qu'il est dangereux de ne gouverner qu'à l'aide des articles 38 – les ordonnances – et 49.3 de la Constitution. Et lui fait remarquer, par ailleurs, qu'il aimerait bien qu'on reparle un peu plus de cette fameuse commission des sages amenée à donner son avis sur le découpage électoral.

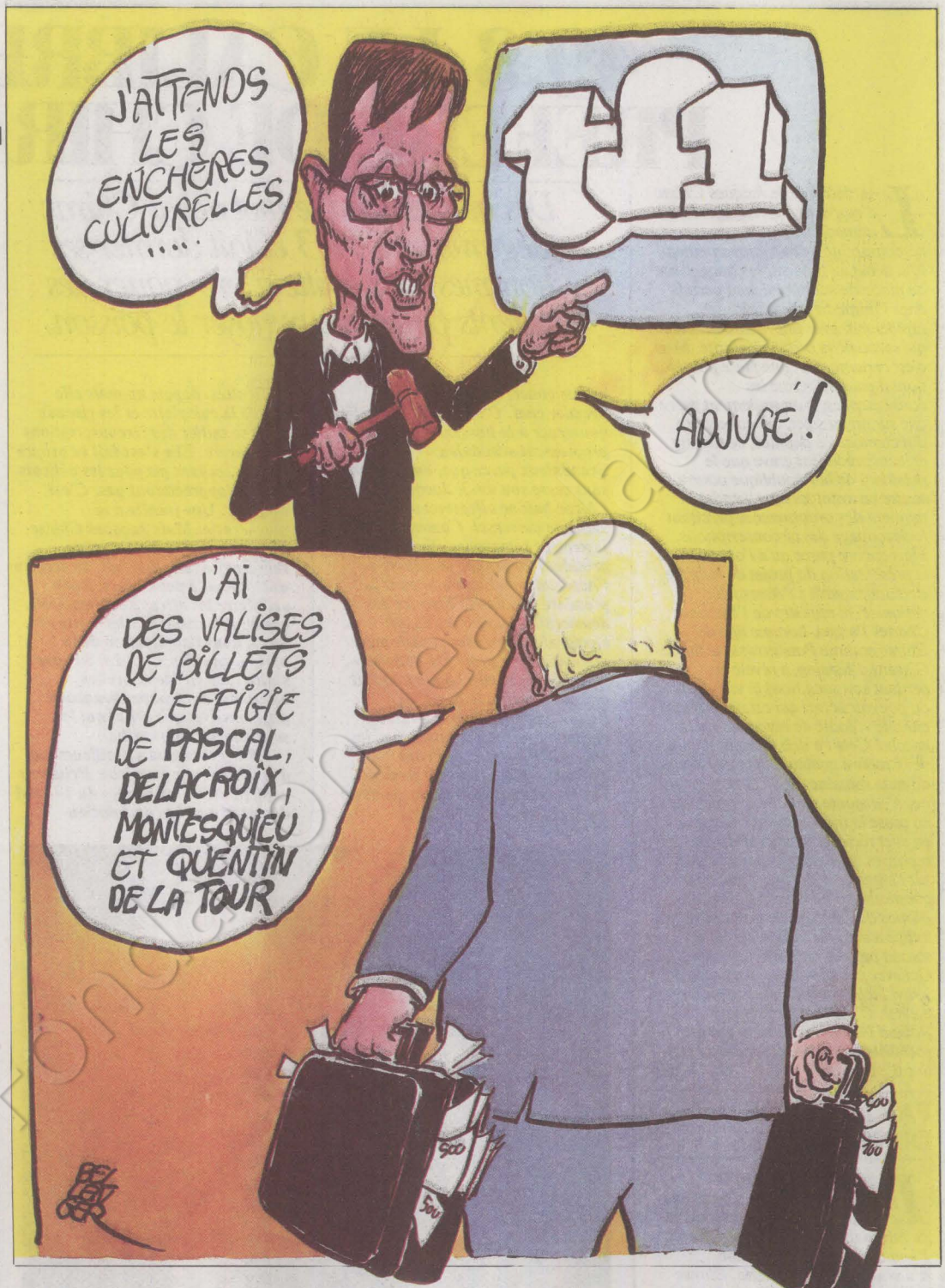
Jacques Chirac s'en soucie-t-il ? Sûrement comme de sa première chemise. On en est là. Les socialistes ont déposé une motion de censure, qui devait être discutée le jeudi 22 mai dans l'après-midi. Les communistes la voteront, le Front national – on se souvient du « Ave Caesar ! Morituri te salutant » de Jean-Marie Le Pen – aussi. Mais pas la droite bien sûr, même si ça démange certains U.d.f. condamnés par l'abandon de la proportionnelle ou mécontents du nouveau découpage. On en est là, et c'est plus que triste. C'est crapuleux.

A.f.p.



Charles Pasqua éructant à l'Assemblée.

T.F.1: CONTRE LE PUTSCH DE LA DROITE



Le succès de la manifestation à la Tour Eiffel n'est qu'un début : le « front du refus » s'amplifie contre le bradage de la première chaîne à des groupes privés au moment où les porte-parole de la majorité avouent qu'ils s'agit d'abord d'une revanche politique.

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

IL était 15 h 30, le mercredi 14 mai, quand François Léotard lança sa petite bombe dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale : c'est par T.f.1 que la droite veut commencer la grande braderie de l'audiovisuel ; c'est la « Une », la chaîne historique, qu'elle a l'intention de privatiser la première. Le dernier bruit de couloir était le bon... Sur la lancée de l'effet de surprise qu'il venait de produire, le ministre de la Culture et de la Communication laissa échapper son venin en lançant aux députés socialistes : « Ce n'est pas parce que vous avez fait la « Cinq » dans le secret que nous ferons de même. » Beau mensonge : c'était précisément au cours d'une réunion ultra-secrète, tenue à Matignon après le Conseil des ministres, que Chirac et Léotard venaient enfin de se mettre d'accord sur le choix de la chaîne à privatiser ; ou plutôt que Léotard venait de baisser définitivement pavillon devant Chirac.

Le choix annoncé « fièrement » au Palais-Bourbon n'est pas un succès pour François Léotard : il a bel et bien été battu. Il voulait vendre Antenne 2, mais Chirac et ses conseillers ont opté pour T.f.1. Il voulait une privatisation immédiate de deux chaînes, mais le sursis dont bénéficie F.r.3 jusqu'au 31 décembre 1987 ouvre la porte à tous les renoncements possibles. Pour Léotard, le ridicule feuilleton audiovisuel s'achève dans le désaveu. Toutes les mesures annoncées par lui le 14 mai ont été peaufinées par les hommes de Chirac : Balladur, Ulrich et Frêches. Le ver est déjà dans le fruit de la majorité : Léotard est condamné à être le haut-parleur de Chirac, un simple ministre des apparences. Nul doute que ses amis de l'U.d.f. et du P.r. apprécieront.

L'annonce faite aux Français par Léotard ne concernait pas seulement le sort de T.f.1 et de F.r.3. Le ministre de la Culture et de la Communication a aussi confirmé le remplacement de la Haute Autorité par une Commission nationale de la communication et des libertés qui auraient de multiples compétences : attribution des fréquences,

autorisation des chaînes, nomination des présidents des sociétés restant dans le service public. Sa composition permettra à la droite de faire nommer dans cette instance huit de ses proches parmi les neuf membres la composant. Avantages de la manœuvre : pouvoir placer des amis politiques à la tête d'Antenne 2 et de F.r.3, revoir les concessions de la « 5 » et de T.v.6, vendre T.f.1 à des « copains ». Pour grossières qu'elles soient, ces manœuvres et magouilles qui s'annoncent ne sont pas faciles à débusquer pour le téléspectateur moyen. En plus, elles sont voilées par un rideau de fumée : pour les camoufler, pour faire avaler la pilule, François Léotard a démagogiquement mis l'accent sur la suppression de la redevance-magnétoscope et sur la baisse de la redevance-télévision.

L'opinion n'a donc retenu que l'essentiel : la privatisation de T.f.1. Mais, elle a aussitôt senti qu'à travers ce choix symbolique on se payait sa tête et qu'on la volait. Car, d'une part, la droite traite le pays à la hussarde, en décrétant la privatisation d'une partie d'un service public à laquelle la majorité des citoyens sont attachés.

D'autre part, Chirac et Léotard se comportent en propriétaires incontestables de la télévision publique ; mais les gens n'ont pas le point de vue du gouvernement actuel sur ce sujet : puisque la télévision « tourne » depuis des années avec l'argent de la redevance, avec « leur » argent, la télévision ce n'est pas l'Etat, la télévision c'est eux. Alors, ils se sentent spoliés. D'où ces milliers de coups de téléphone à T.f.1 depuis le 14 mai ; tous peuvent se résumer ainsi : « C'est scandaleux ! Qu'est-ce qu'on peut faire ? »

Politiquement, Chirac et Léotard ne sont pas au bout de leur peine : l'opinion est d'avance majoritairement acquise aux professionnels de la télévision dans leur lutte contre le démantèlement du service public ; et, dans cette opinion, il y a de nombreux électeurs de droite. Dans la bataille qui s'engage la droite va perdre des plumes... Léotard a beau assurer que la nouvelle loi sur l'audiovisuel sera présentée en Conseil des ministres le 4 juin et votée le 15 juillet, elle n'est pas encore adoptée ! Ni appliquée !

Pris en otages

Passé le choc de l'instant, à T.f.1 même, les « gens de la maison » ont été les premiers à contre-attaquer. Marie-Laure Augry, qui présente le journal de 13 heures avec Yves Mourousi, a presque immédiatement trouvé les mots justes : « Nous avons remonté la chaîne et voilà qu'on nous déstabilise à nouveau. Privatiser une chaîne publique n'est pas un plus pour le téléspectateur, on ne lui offre pas un nouveau choix de produits audiovisuels. Quand à nous, on ne nous demande pas notre avis. Nous sommes pris en otages. »

Les « otages » se sont vite rebiffés : ils ont évité les provocations des deux syndicats « tenus » par la droite (la C.f.t.c. et F.o.), ils se sont ralliés (en assemblée générale) à la grève du 21 mai. Ils ont approuvé la déclaration du directeur de l'information, Alain Denvers : « On n'achète pas une rédaction comme on se paie une boîte de petits pois. » Ils ont applaudi la défense et illustration de T.f.1 par son p.d.g.

Hervé Bourges, en effet, a pris François Léotard en flagrant délit de mauvaise foi... ou de mensonges délibérés. A l'Assemblée, Léotard avait fait d'Antenne 2 la « chaîne de référence » du service public. Réponse cinglante de Bourges : les chiffres prouvent que l'audience de T.f.1 est supérieure à celle d'Antenne 2 ; donc, pour les téléspectateurs, la « référence » serait plutôt T.f.1. Autre affirmation fallacieuse de Léotard : T.f.1 ne crée pas grand-chose. Contre-preuve de Bourges : en 1986, T.f.1 a produit 140 heures de télévision de création et a diffusé deux fois plus de documentaires qu'Antenne 2. Conclusion cinglante du p.d.g. de T.f.1 : « Avoir remonté cette chaîne, son image, sa qualité, son audience, à la force du poignet et en arriver là... » Après quoi, Hervé Bourges a décidé de ne plus rien déclarer pendant un certain temps.

Mais le silence provisoire de Bourges n'empêchera pas la température de monter. Le personnel de T.f.1, sous des formes diverses, à travers des actions collectives ou à travers des interventions individuelles, a bien l'intention de défendre en même temps ses droits et l'intégralité du service public. Dans les couloirs, chaque jour, on discute, on s'organise, on prend des initiatives. Déjà une « Société des journalistes de T.f.1 » est née : si la chaîne est privatisée, cette société réclamera sa part de capital et veillera de près aux intérêts de la rédaction. Un comité intitulé « La télé est à vous » a également été créé : il rassemble déjà plusieurs centaines de « journalistes, techniciens et administratifs » ; il a annoncé son programme : alerter l'opinion, faire signer des pétitions, multiplier les actions « originales » ; à la façon de « S.o.s.-Racisme » il a l'intention d'essaimer dans toutes les régions de l'Hexagone, de devenir un véritable « S.o.s.-Télévision de service public ».

Au début, c'est-à-dire en fin de semaine dernière, dans l'immeuble (administratif) de T.f.1 à Montparnasse et rue Cognac-Jay, une question, toujours la même, lancinante, courait sur toutes les lèvres : « Mais pourquoi T.f.1 ? » Les raisons avancées par Léotard à l'Assemblée (la compétition culturelle internationale en matière de programmes, le « trop d'Etat » du système audiovisuel français) n'avaient pas convaincu. Et pour cause : elles étaient « bidon » et elles cachaient les vraies motivations de la droite. Jacques Toubon — vous savez le désormais célèbre « Tout faux » — le secrétaire général du R.p.r., a vendu la mèche en dénonçant « le parisianisme intello qui règne à T.f.1 ». Directement visés : Michel Polac et Frédéric Mitterrand. Comme s'ils étaient à eux deux toute la chaîne ; comme si Sabatier, Tapie et Collaro ne pesaient pas nettement plus lourd que ces deux « sorcières » désignées par Toubon...



Pascal Lebrun

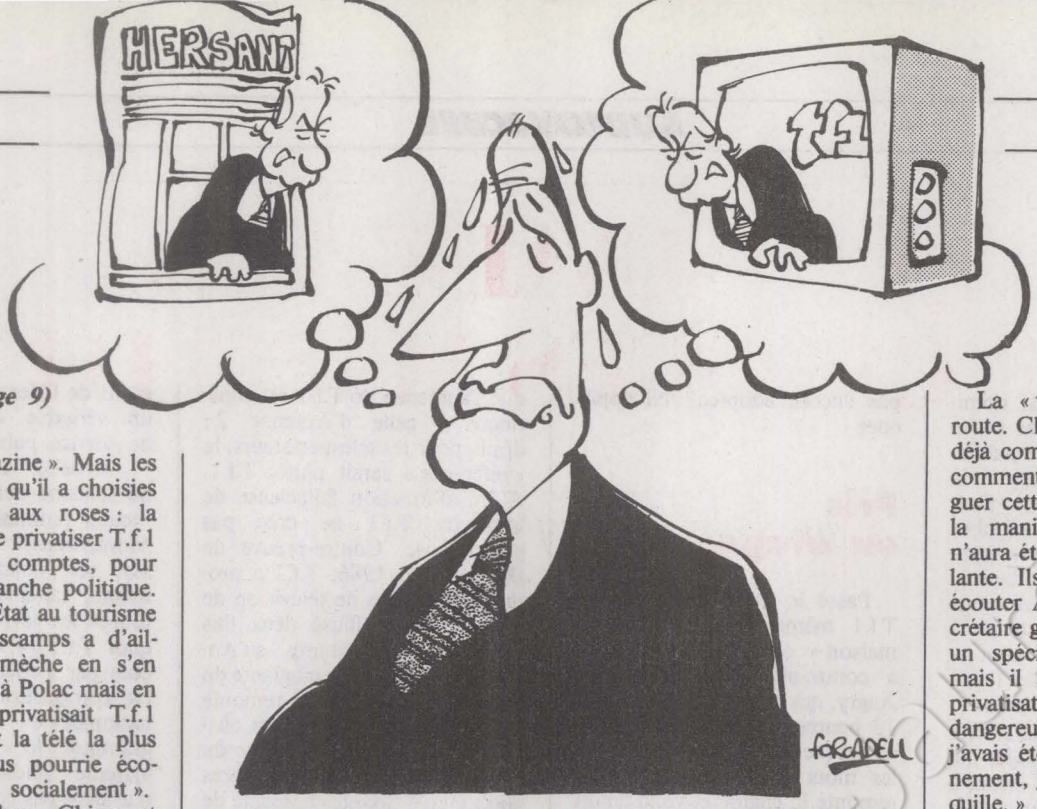
Réaction de Michel Polac comptabilisant les téléspectateurs de « Droit de réponse » : « Je ne savais pas qu'il y avait cinq millions de parisianistes intellos en France ! » « Polac... et le cinéphile qui a un nom célèbre » ne constituent une liste limitative que dans l'esprit de Toubon ; il est probable qu'il connaît par cœur la « liste noire » publiée par

(suite en page 10)

Réunion de la rédaction de T.f.1 et Hervé Bourges.



Sipa-presse



(suite de la page 9)

le « Figaro-Magazine ». Mais les cibles nominales qu'il a choisies révèlent le pot aux roses : la droite à choisi de privatiser T.f.1 pour régler des comptes, pour prendre une revanche politique. Le secrétaire d'Etat au tourisme Jean-Jacques Descamps a d'ailleurs vendu la mèche en s'en prenant lui aussi à Polac mais en ajoutant qu'on privatisait T.f.1 « parce que c'est la télé la plus socialiste, la plus pourrie économiquement et socialement ».

A T.f.1, Toubon, Chirac et leurs amis voient « des socialistes partout », du p.d.g. à l'huissier. Alors, c'est la punition : la privatisation. Même si cela ne correspond à aucune réalité ; même si, par exemple, les journalistes de droite sont majoritaires dans la rédaction de la chaîne...

Léotard avait dit : « Il n'y aura pas de chasse aux sorcières. » En fait, T.f.1 sera privatisée pour que la chasse puisse s'ouvrir plus vite. Léotard avait juré : « Je ne céderai pas à Robert Hersant. » En fait, c'est après que la voix de Robert Hersant, Alain Peyrefitte, eut tonné dans le « Figaro » que Chirac a optempéré puis dicté la privatisation de T.f.1 à Léotard. On sait à quel jeu ils joueront devant le jugement de l'Histoire : « C'est pas moi, c'est Chirac », dira Léotard ; « C'est pas moi, c'est Léotard », dira Chirac. Nous savons bien qu'ils partagent la responsabilité d'avoir mis en vente une partie du patrimoine de la nation.

Privatiser T.f.1, pour la droite, c'est faire coup double : c'est se débarrasser de tous ceux qu'on pense être « de gauche », c'est offrir une chaîne à ses amis. Qui donc, en effet, s'est immédiatement porté candidat au rachat ? Deux groupes : Hersant et Hachette. Jacques Rigaut précisant au nom de R.t.l. qu'il ne veut pas T.f.1 mais qu'il attend qu'on lui donne la « Cinq ». De mauvaises langues disent qu'Hersant et Hachette n'ont peut-être pas individuellement assez d'argent pour s'offrir T.f.1, évaluée à 7,5 milliards de francs par Hervé Bourges... Qu'à cela ne tienne : les repreneurs s'associeront. Qu'à cela ne tienne : la chaîne ne sera pas attribuée au plus offrant financièrement mais au « mieux disant-culturel » (c'est Léotard qui l'a précisé). Une façon de donner T.f.1 pour une bouchée de pain. Les téléspectateurs, volés, apprécieront.

« C'est de l'escroquerie », s'est écrié Jean-François Kahn, sur France-Inter, à la face du représentant d'Hersant, Patrice Duhamel. Escroquerie, magouille, intolérance, copinage : c'est sans doute ce que Léotard appelle la transparence... Et cela explique que, bien au-delà du personnel de T.f.1 et bien au-delà des clivages politiques, un véritable « front du refus » soit en train de se constituer.

100 000 signatures

La réplique à la droite s'étend au-delà des communiqués des syndicats (C.g.t., C.f.d.t., S.n.j., C.g.c., etc.) appelant à la grève générale du 21 mai. Les protestations, les déclarations de défense du service public arrivent de partout. L'opération « Sauvez le service public », lancée par « Télérama » et « l'Evénement du Jeudi », s'amplifie : 100 000 signatures ont déjà été déposées à Matignon mardi dernier. Et les deux hebdomadaires ont durci le ton : « Aucun pays démocratique et libéral n'avait encore osé livrer à des puissances purement commerciales le secteur de la communication que la collectivité nationale avait financé. » C'est là l'argument le plus fort. Il est repris ou paraphrasé par des organisations ou des individus de tous horizons.

Pour le Conseil national de la communication audiovisuelle, « Cette décision de privatisation de notre première chaîne nationale paraît pour le moins étrange (...) et met en cause le système français de production audiovisuelle. » Pour le Parti socialiste, « la première chaîne de service public appartient depuis quarante ans au patrimoine national, à l'ensemble des Français qui l'ont payée avec leur redevance (...) Rien ne justifie qu'elle soit bradée à un groupe privé ». Pour la Ligue des droits de l'homme, « la privatisation immédiate de T.f.1 (...) constitue la plus grave atteinte portée à la liberté de l'information et de la création de la télévision depuis que la télévision est née en France. » Pour l'Association des résistants de la radio-télévision française, la privation de T.f.1 a « pour effet de spolier la nation française en bradant à des intérêts privés ce qui fait partie intégrante de son patrimoine ».

A tout cela, Chirac et Léotard n'ont rien à répondre. Car, comme le dit Jack Lang, « François Léotard affirme que la privatisation de T.f.1 est une chance pour la production française de programmes. Mais il est incapable de démontrer comment le transfert de la propriété publique à un monopole privé peut être un facteur de création et d'émulation. » Pour Jean-Claude Renaud, journaliste à Antenne 2, Léotard et Chirac ne sont que des Diafoirus : « Ils usent de la privatisation comme les médecins du Moyen Age usaient de la saignée. Ils ne se sont pas rendu compte qu'on avait inventé les antibiotiques. »

L'opinion publique est en train de les rappeler à l'ordre. Et, en présence de ce tollé, Jack Lang fait un pronostic sans risque : « Je crois qu'il y aura une vaste alliance au-delà des frontières politiques pour dire non à ce bradage. »

La « vaste alliance » est en route. Chirac et Léotard doivent déjà commencer à se demander comment ils vont pouvoir endiguer cette marée montante dont la manifestation du 21 mai n'aura été que la première déferlante. Ils auraient peut-être dû écouter André Bergeron. Le secrétaire général de F.o. n'est pas un spécialiste de l'audiovisuel mais il a vite compris que la privatisation de ce secteur était dangereuse pour la droite : « Si j'avais été à la place du gouvernement, j'aurais laissé cela tranquille. »

En admettant que la droite face fi de l'actuelle levée de boucliers et fasse passer la privatisation de la télé à grands coups de 49,3, rien ne sera pour autant gagné pour elle. Car, avec la privatisation se développera une double logique de monopole : monopole d'un groupe sur la télévision privée, monopole d'Etat sur le service public croupion ; télé-Hachette et télé-Bénioui-oui. La droite a la mémoire courte : l'opinion publique française a rejeté le monopole... en 1974 ! Si on lui vole le service public (auquel elle tient) pour lui servir deux monopoles (dont elle ne veut pas), la bagarre risque de durer. Chirac devrait peut-être réfléchir avant 1988 à l'enlisement qui lui est promis.

Que la droite soit dangereuse pour elle-même, c'est son affaire. Que ses erreurs viennent à la couper progressivement de son électorat, on ne peut que s'en réjouir. Mais il n'est peut-être pas nécessaire que le patrimoine national soit liquidé pour que ce but soit atteint. On peut éviter que les Français aient à payer l'addition des folies de la droite. Tout simplement en empêchant ces folies. C'est le pari que vise et peut gagner le « front du refus » qui est en train de se constituer autour de T.f.1.

L'autre jour, à l'Assemblée national, Michel Rocard a vivement apostrophé Jacques Chirac : « Vous n'enrichissez pas le patrimoine national, vous le dilapidez. Vous ne créez pas, vous vendez. Dans cet esprit, aujourd'hui T.f.1, demain pourquoi pas la Joconde ? » Au nom du libéralisme, la droite est en effet capable de privatiser n'importe quoi. La défense de la Joconde commence par la défense de T.f.1. ●

LA MAUVAISE VUE DE GEORGES MARCHAIS

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

Refusant toute transformation du P.c., Georges Marchais préfère partir en guerre contre celle du P.s. Mais il continue à voir les choses avec des lunettes singulièrement déformantes.

CE n'est pas parce que Georges Marchais n'est pas candidat à l'Elysée qu'il n'a rien à dire. La semaine dernière, il a gratifié le Comité central de son parti d'une de ces fines analyses politiques dont la direction du P.c. a le secret. Les réflexions du secrétaire général étaient d'autant plus intéressantes qu'elles avaient pour thème « la transformation en cours du Parti socialiste ».

Pour Georges Marchais, « l'ambition clairement exprimée du P.s. est de se changer profondément lui-même jusqu'à devenir la machine électorale indispensable à qui prétend être un des deux candidats en lice au second tour de l'élection présidentielle... » Une perspective « qui est celle de tous les partis de droite et de l'ensemble des médias », et qui implique qu'« être dirigeant politique, c'est forcément être un « présidentiable »... Sans compter que « la floraison actuelle des clubs » est destinée « à mettre chacun des leaders en position d'être candidat à la candidature ». Et Georges Marchais de dénoncer « de telles pratiques qui ressemblent comme des sœurs à celles qui ont cours depuis toujours dans les partis américains ». L'objectif visé par le P.s. n'en apparaît que plus évident au secrétaire général du P.c. : « Mettre en œuvre un système, inédit en France, d'une alternance à l'américaine... Le Parti socialiste va aussi se présenter – il le fait déjà – comme le parti de toute la gauche... » Bref, Marchais voit dans la transformation du P.s. un « glissement à droite. » Original, non ?

Le P.c. a une fâcheuse tendance à prendre ses désirs pour des réalités. Ah, ça l'arrangerait bien de prendre le Parti socialiste en flagrant délit de collusion avec la droite ! Certes, le P.s. amorce une profonde mutation, mais celle-ci, sur le plan idéologique, ne l'entraîne pas dans des reniements portant atteinte à ses valeurs et à ses objectifs. Les socialistes s'efforcent d'intégrer leur « culture de gouvernement » dans leur projet et leurs perspectives, mais ils restent fidèles à leur dessein fondamental : transformer la société *(voir « l'Unité » n° 647)*.

Sur le plan des structures, le P.s., dans un souci de modernisation, s'interroge sur son fonctionnement, ses formes de militantisme. Pour mieux coller aux réalités sociales. Et non pas pour devenir « une machine électorale » seulement capable de produire des « présidentiables ». Sans doute le P.s. compte-t-il dans ses rangs de nombreux candidats potentiels à l'Elysée. C'est la preuve de sa richesse, de sa diversité, de l'expression de ses sensibilités. Mais, contrairement à ce qu'affirme Marchais, ces hommes sont porteurs d'un projet ou le symbole d'un courant de pensée. Quant aux clubs, ils servent de « passerelle » avec la société mais ne s'ingèrent pas dans la vie du Parti.

Enfin, l'amalgame que Georges Marchais persiste à faire entre les socialistes et la droite ne trouve aucun fondement dans la réalité. Les prises de position du P.s. et la bataille que mène le groupe socialiste à l'Assemblée contre la politique gouvernementale et les partis qui la soutiennent prouvent bien que le P.s. se situe dans l'opposition dont il est, et de loin, la force principale.

L'alternance à l'américaine ? Il est vrai que, depuis quelques années, l'échiquier politique français se modifie pour ressembler plutôt à celui des grandes démocraties occidentales, organisées autour d'un pôle conservateur et d'un pôle progressiste. En France, face à la droite, le P.s. est en passe de devenir « le parti de toute la gauche ». Mais tout simplement parce que le P.c. manque à l'appel. Est-ce la faute du P.s. si la direction du P.c. a décidé d'engager son parti dans une voie suicidaire qui porte préjudice à l'ensemble de la gauche ? Dans ces conditions, le P.s. ne peut avoir d'autres perspectives que de rassembler autour de lui des centristes et des communistes déçus.

« La culture communiste est irrécupérable par ceux qui s'accommodent de la domination du capital... Elle ne peut se fondre avec « le centre », affirme Georges Marchais. Pourtant ce phénomène a déjà commencé à se réaliser avec les élections d'Olivier Stirn (1) et de Henri Fiszbin sur des listes socialistes ; et une partie de plus en plus importante de l'électorat communiste se reporte sur le P.s. à chaque élection. N'en déplaise au secrétaire général du P.c., ce mouvement est appelé à s'amplifier lors des prochaines échéances. Surtout si le P.c. s'entête à se replier sur lui-même. Mais Georges Marchais sombre carrément dans le ridicule lorsqu'il déclare sans rire : « Les rassembleurs, c'est nous. » Il faut oser... lorsqu'on représente moins de 10 % du corps électoral.

En réalité, Georges Marchais tire à boulets rouges sur la transformation du P.s. pour mieux justifier l'immobilisme du P.c. Mais il n'est pas plus crédible que précédemment. D'abord parce que son analyse se heurte à une réalité différente. Ensuite parce que les situations respectives et les résultats électoraux du P.s. et du P.c. montrent à l'évidence que la voie choisie par les socialistes se révèle plus efficace.

Parce qu'il a l'habitude de débattre et de se remettre en question, le P.s. progresse. Parce qu'il a peur de se moderniser, le P.c. se fossilise, se coupe de la société et décline inexorablement. Toutes les critiques de Marchais sur la mutation du P.s. ne changeront rien à cette double évidence. Elles ont fait l'objet d'une large publicité dans « l'Humanité ». Mais quand le quotidien communiste titrera-t-il sur « la transformation du P.c. » ? On n'ose même plus poser la question... ●



Sipa-presse

Georges Marchais et Gaston Plissonnier lors du dernier comité central.

(1) *Après Henri Nallet, Olivier Stirn vient de donner son adhésion au Parti socialiste. Il cesse donc d'être apparenté au groupe parlementaire socialiste pour en devenir membre à part entière.*

LES SYNDICATS PAYÉS EN MONNAIE DE SINGE

PAR CLAUDE JADOUL

Cocus mais pas contents : c'est en substance le sentiment qui prédomine parmi les grandes centrales ouvrières depuis que Jacques Chirac, sous la pression conjuguée du C.n.p.f. et de sa majorité impatiente a décidé de passer à la vitesse supérieure dans le domaine social.

AVANT le 16 mars, par exemple, André Bergeron laissait entendre mezzo vocce, que ses correspondants au R.p.r. lui avaient donné des assurances pour l'avenir, notamment en ce qui concerne la suppression de l'autorisation administrative de licencier. Il ne se faisait donc pas trop de bile. Edmond Maire, toujours prompt à proposer ses services de « moderniste », ne pensait sans doute pas autre chose que son concurrent de F.o. Idem chez Paul Marchelli, de la C.g.c. dont le tissu militant est souvent proche des terres chiraquiennes. Patatras, voilà Philippe Seguin obligé de jeter le masque, un peu trop tôt à son gré, sans doute. Le ministre des Affaires sociales avait, jusqu'ici, fait preuve d'une redoutable habileté à l'égard des syndicats.

Tablant sur la relance de la politique contractuelle, espérée par la C.f.d.t., F.o. et la C.g.c., Philippe Seguin avait développé une « opération séduction » au terme de laquelle il espérait faire négocier les reculs sociaux par les partenaires du même nom... Un calcul habile pour amateur de paix sociale. Jacques Chirac en a décidé autrement : la loi tranchera, immédiatement. Voilà qui a le mérite de redistribuer les cartes tout aussi immédiatement : la droite est bien la droite pour qui avait feint de l'ignorer... Ainsi Paul Marchelli y va-t-il crûment ; n'accuse-t-il pas le gouvernement d'avoir enlevé aux syndicats « leur seule monnaie d'échange face à des organisations syndicales ayant obtenu satisfaction sur la quasi-totalité de leurs revendications économiques et sociales » ? « Nous voilà, ajoute-t-il, à la merci du président du C.n.p.f., et dans les pires conditions pour nous asseoir à la table des négociations. » Angoissé, notre homme pronostique que cela va conduire à la « renaissance de la lutte des classes ».

Bigre.

Michel Delebarre, ancien ministre du Travail ne dit rien d'autre dans l'entretien qu'il livre cette semaine aux lecteurs de « l'Unité. » Reste la question essentielle : quelle attitude vont adopter les grandes confédérations ouvrières — principalement F.o. et la C.f.d.t. — après ce premier coup de canif dans le contrat tacite passé avec Philippe Seguin ? Une chose est sûre : la confiance en a pris un sérieux coup et le « libéral » Seguin a sans doute grillé une cartouche importante en cédant à l'injonction de Matignon. Comme dans les ménages, c'est la première algarade qui compte... Il y a



Pascal Lebrun

Michel Delebarre: "Le patronat n'a plus rien à lâcher: il a tout obtenu"

« L'UNITE » : Le gouvernement dépose sur le bureau de l'Assemblée nationale son projet de loi sur la suppression de l'autorisation administrative de licencier. Quel est votre première réaction ?

MICHEL DELEBARRE : Je considère que ce projet de loi va totalement à l'encontre des intérêts des travailleurs de ce pays. En revanche, ce projet répond à une demande permanente du C.n.p.f. ou, pour être plus précis, de sa partie la plus rétrograde. Ce projet représente, à mon avis, une menace permanente pour les 13 millions de salariés du secteur privé. Un certain nombre de garanties en cas de licenciement vont disparaître du Droit du travail ; c'est le cas pour l'élaboration du plan social en cas de licenciement qui, jusqu'ici, devait être examiné par l'administration. En effet, les chefs d'entreprise pourront désormais licencier comme ils l'entendront, du fait de ce projet de loi. A condition qu'ils ne licencient pas plus de dix personnes à la fois.

— Pourtant, jusqu'ici, la plupart des demandes de licenciement étaient accordées par l'inspection du travail. Alors quelle nouveauté ?

— Je n'ai jamais dit qu'une entreprise ne devait pas développer ou réduire ses effectifs, pour continuer à vivre. C'est ça la vie d'une entreprise. Il y a effectivement des licenciements accordés chaque année en France : le chiffre tourne autour des 400 000 par an, dont 150 000 concernent des mesures de licenciements pour dix salariés à la fois. L'administration a un délai de sept jours pour se prononcer ; il peut être doublé. On s'aperçoit, ainsi, que dans la plupart des cas, le chef d'entreprise obtient effectivement l'accord de l'administration. Mais que s'est-il passé ? Pendant ces sept ou quatorze jours le représentant de l'administration a rencontré le chef d'entreprise ; il a eu des contacts avec « le » ou « les » intéressés et les syndicats. Il a essayé de faire en sorte de trouver des mesures de reclassement ou de formation pour les personnes. Et ceci afin qu'elles connaissent le moins de difficultés possibles en cas de licenciement. L'administration essaie aussi de faire comprendre au chef d'entreprise que lorsque celle-ci a des difficultés de gestion (insuffisance de marchés par exemple), on peut trouver d'autres moyens que le licenciement pour y faire face : une nouvelle organisation du travail, un effort de formation des personnels permettent souvent d'éviter tout ou partie des licenciements. Ces quatorze jours servent à cela. Mais tout cela n'existera bientôt plus.

— Pourquoi ?

— Le chef d'entreprise notifiera dorénavant à l'Administration qu'il a pris la décision de licencier. Il existe une seule contrepartie dans ce projet de loi : l'entretien préalable. Le chef d'entreprise devra recevoir l'intéressé pour lui dire « je vous vire ». C'est totalement ridicule. Le projet de M. Seguin va à l'encontre des avancées du droit du travail durant ces dernières années.

— Les organisations syndicales étaient relativement satisfaites avant le dépôt du projet. Elles pensaient en effet pouvoir discuter des mesures d'accompagnement du pro-

donc de l'aigreur dans l'air. Et un début, tout début de mobilisation. Premier visé : Hervé de Charette, ministre de la Fonction publique, réputé lui aussi pour son « libéralisme ». C'est en effet dans la fonction publique que les syndicats sont les mieux implantés, statut oblige. F.o. nous annonce une « journée de sensibilisation » – sans grève – pour le 17 juin, tandis que la C.f.d.t. prépare, elle aussi, des initiatives pour le mois prochain et que la C.g.c. parle « d'escroquerie morale ». Mais c'est aux P.t.t., un solide bastion, que les choses vont se décanter le plus rapidement. La C.g.t. y annonce une journée d'action pour le 3 juin tandis que la C.f.d.t. se mobilise pour le 28 mai. Idem à E.d.f., bastion de la C.g.t. (qui sort confortée électoralement des élections au C.c.a.s.) : ici on va se battre pour le maintien du pouvoir d'achat en masse. F.o. a proposé une réunion à tous les syndicats sur le thème, fait inhabituel de la part de la centrale d'André Bergeron... « L'état de nouveauté » dont a bénéficié jusqu'ici le gouvernement Chirac a-t-il déjà vécu ? Il semble bien en tout cas que le désenchantement



gagne, le dépit aidant. André Bergeron pronostique ainsi « des signes qui pourraient être avant-coureurs de conflits ».

Bref, les yeux s'ouvrent. Enfin ! Reste la mobilisation très faible des salariés. Vrai. Sans aller jusqu'à prédire un « mai 1968 », comme l'a fait Bergeron, on peut sans doute avancer que le dialogue social va se grippant, après des années de calme sur le front des syndiqués.

Jour après jour, l'actualité apporte son lot d'inquiétudes : grève à la R.a.t.p., menaces sur la protection sociale, arrogance patronale de plus en plus affichée, augmentation du chômage, mise à mal des libertés syndicales, remise en cause du code du Travail. En deux mois et demi Chirac a bien travaillé pour le compte du C.n.p.f. C'est tellement vrai que F.o. annonce la publication d'un « livre noir » sur le climat social interne des entreprises, confirmant ainsi ses inquiétudes. Jacques Chirac va sans doute essayer de « calmer le jeu », échéance présidentielle oblige. Il n'est pourtant pas sûr qu'il parviendra à éteindre l'incendie qu'il vient d'allumer en décidant – fort prématurément du point de vue de ses ambitions – de céder tout et tout de suite sur le terrain de la dérégulation, contre l'avis du président de la République. Et si, bien contre son gré, Chirac rendait, ce faisant, un gros service aux grandes centrales : ranimer les ardeurs militantes défaillantes... ?

jet avec M. Seguin. De fait, celui-ci annonce le dépôt d'une première loi, puis d'une deuxième qui interviendra après des négociations avec les partenaires sociaux. Ce deuxième volet ne pourra-t-il pas « gommer » d'une certaine façon les outrances de la loi ?

– Les positions des organisations syndicales sont de leur responsabilité. Je puis toutefois dire ceci : « Ou elles se sont leurrées ou elles ont été confrontées à un double langage de la part du gouvernement. » « On » supprime l'autorisation administrative de licenciement, on ne la remplace par rien, rien. L'entretien préalable est une sorte de leurre. Les organisations syndicales avaient entrepris une négociation avec le C.n.p.f. en 1984, afin de revoir les modalités de licenciement. Fin 1984, un début de protocole d'accord avait été établi qui, en définitive, n'a pas été signé. Pourtant, les organisations syndicales étaient prêtes à revoir les modalités de licenciement, en particulier pour les accords de branche. En contrepartie, le C.n.p.f. devait renoncer à demander la suppression de l'autorisation administrative de licencier. C'était cela le point d'équilibre (qui n'a pas été concrétisé par une signature). Le gouvernement vient maintenant de rompre tout équilibre de négociation avec les partenaires syndicaux, en accordant l'essentiel de sa revendication au patronat. La négociation que M. Seguin appelle aujourd'hui de ses vœux est une négociation sur laquelle le patronat n'a plus rien à lâcher : il a tout obtenu. Les syndicats ne peuvent que lâcher davantage dans la future négociation, eux qui viennent de voir s'effondrer leur position de force.

– Pourquoi acceptent-ils de négocier dans ces conditions ?

– Il est possible, je vous le répète, que les syndicats aient été surpris par un double langage ou ont été leurrés. Ils ont tellement cru aux vertus du dialogue institutionnel...

– Edmond Maire et André Bergeron ont vraiment l'air surpris...

– Posez leur cette question, ou à M. Seguin. A « l'heure d'aujourd'hui », les organisations syndicales vont négocier sur la pire des positions. Le patronat n'a plus rien à rechercher, si ce n'est à obtenir davantage. Une nouvelle marche arrière. Après avoir obtenu que l'outil législatif soit abattu, il reste maintenant au patronat à grignoter ou à abattre des garanties conventionnelles, en particulier en matière de délais pour ce qui est des procédures contenues dans les accords de branche ! Et il le fera !

– Ne dramatisez-vous pas la situation ? Cette suppression de l'autorisation administrative de licencier ne va-t-elle pas permettre de créer des emplois, on parle de 300 000 par an ?

– Cela fait des années que nous demandons soit au patronat, soit au gouvernement de nous en apporter la preuve.

– M. Gattaz l'avait prévu avec le système des Enca...

– M. Gattaz n'est pas le Bon Dieu ; il faudra bien que, dans ce pays, on s'aperçoive que Lourdes est à Lourdes et que le C.n.p.f. a ses bureaux, avenue Pierre-Ier-de-Serbie ! M. Gattaz n'a jamais fait de miracles ! M. Gattaz est plus prosaïquement ce qu'il est : le représentant de la partie la plus réactionnaire du patronat français.

Toutes les études qui ont été menées sur cette question ont apporté – au contraire – la preuve que non seulement cette suppression ne créerait pas d'emplois, mais encore qu'elle entraînera davantage de licenciements. Je le crains. Il ne s'agit pas d'un problème conceptuel ou général : des dizaines de milliers de femmes et d'hommes en plus vont se retrouver licenciés avec le projet de Seguin.

– Pouvez-vous chiffrer ?

– Impossible. 150 000 personnes sont actuellement licenciées dans le cadre de la procédure qui concerne les moins de dix employés avec autorisation administrative. A partir du moment ou ce verrou sautera, bon nombre de chefs d'entreprise – qui doivent faire un effort d'amélioration de gestion – trouveront tellement plus simple de licencier des gens plutôt que de faire cet effort. Au lieu de 150 000 licenciements, on en verra 160 000, 200 000 cette année, je n'en sais rien du tout. Le chiffre sera en tout cas largement supérieur au niveau actuel.

– Ne pensez-vous pas que les organisations syndicales pourront améliorer le premier texte en négociant le second ?

– Le gouvernement propose au Parlement tout simplement de retirer aux organisations syndicales l'une de leurs garanties essen-

(suite en page 14)

(suite de la page 13)

tielles. On leur propose de négocier autre chose. Sur quoi ? En faisant à nouveau marche arrière, ainsi que je vous l'ai déjà expliqué. La négociaion ne se soldera pas par un « plus » mais par un « moins », dans ces conditions.

– Le dépôt de ce projet a un arrière fond : le faible degré de mobilisation des salariés...

– ... Continuons comme cela, et elle finira par exister... la mobilisation des salariés ! A ce rythme-là, je suis convaincu qu'un jour ou l'autre les travailleurs de ce pays seront dans la rue pour reconstruire le code du Travail. Comment s'est élaboré le code du Travail ? Quelle a été la genèse de la loi de 1975 ? Sur la base des revendications et du combat des travailleurs. L'Etat d'esprit ultra-libéral actuel est dangereux. On explique qu'il faut diminuer les charges des entreprises au lieu de dire : « Il faut améliorer la gestion des entreprises. » Le coût salarial, la présence syndicale, en gros le résultat de la présence des travailleurs, eh bien, tout cela, on cherche à l'éliminer sous couvert de diminuer les charges des entreprises. Je souhaite que les travailleurs soient, le plus vite possible, en état de se battre pour regagner des pans de sécurité collective, lesquels vont disparaître du code du Travail.

– Pour conclure. 1°) quel bilan social tirez-vous de près de deux mois et demi de gestion de la droite ; 2°) N'avez-vous pas un motif de satisfaction, eu égard à la loi sur l'aménagement du temps de travail qui porte votre nom ?

– Premier point. J'ai tellement entendu la droite critiquer notre gestion sociale du chômage... Je prétends que nous avons fait une gestion humaine. C'est le cas pour les congés de conversion qui donnent une période de formation de six à dix mois aux travailleurs. Cette majorité-ci met, au contraire, en place une gestion inhumaine du monde du travail ! Je dis : « Halte-là, nous nous engageons sur un chemin contraire à la conception que je me fais de la modernisation sociale de notre pays. »

Deuxièmement. En ce qui concerne la loi sur l'aménagement du temps de travail, je m'aperçois qu'« ils » n'y ont pas encore touché !

– ... Les partenaires sociaux peuvent s'en saisir...

– Ne craignez rien : ils ne sont pas au bout du parcours ! Attendez quelques semaines. Je suis convaincu que l'on va voir revenir les amendements que nous avons combattus au gouvernement, soit par voie législative, soit d'une autre façon.

– ... La négociation d'entreprise plutôt que par branche...

– Bien sûr. Il n'y a de défense réelle des travailleurs qu'au niveau de la branche, car là on est assuré que les syndicats seront présents. On va nous proposer, au contraire, de généraliser la pratique des accords d'entreprise sur le terrain de l'aménagement. M. Seguin a le mérite d'avoir prévenu : il fera en sorte que l'on n'articule plus aménagement du temps de travail et réduction de la durée du travail, ce qui est précisé dans la loi que j'ai fait passer. Nous, nous prétendons que la réduction de la durée du travail crée des emplois. Vous verrez : on abandonnera ce champ de la législation si, toutefois, le gouvernement trouve une majorité au Parlement. Et si les organisations syndicales – soucieuses de dialogue institutionnel – ce que je peux comprendre, laissent mettre à bas des garanties au bénéfice des travailleurs.

– Et le Smic ?

– J'ai entendu des proclamations dont il ressort que le gouvernement n'y toucherait pas. Le Smic est une conquête collective ; elle permet aux salaires les moins élevés d'évoluer en fonction du coût de la vie. Je trouve cela très bien. Il ne faut donc pas toucher au Smic.

– ... Mais le C.n.p.f. le propose...

– Après avoir touché à l'autorisation administrative de licenciement, le C.n.p.f. va revenir à la charge sur deux points : le Smic et la présomption de représentativité des organisations syndicales. On en reparlera.

(propos recueillis par Claude JADOUL)

INVESTISSEMENTS

LE PATRONAT TRAÎNE LES PIEDS

Favoriser l'investissement c'est aussi vaincre la frilosité endémique des patrons français. Mais le désengagement de l'Etat dans un secteur aussi sensible que la recherche ne donne pas vraiment l'exemple.

PAR MARC PERRY

« INVESTISSEZ ! Investissez ! Prenez des risques ! ». Les exhortations d'Edouard Balladur aux entreprises pour les convaincre d'investir semblent tenir plus du dialogue de sourds que de la concertation économique. Balladur n'a pas fait qu'exhorter. Il a également pris des mesures en faveur de l'investissement. Baisse des taux d'intérêt, libéralisation des prix, abrogation de l'autorisation administrative de licenciement, libéralisation des marchés financiers, assouplissement du contrôle des changes.

Réelle impopularité

Des mesures impopulaires, notamment la baisse du taux rémunérateur de l'épargne, qui ne seront payées en retour qu'à la condition que les patrons jouent le jeu. « Je ne vois plus de raison à l'hésitation à investir, à embaucher, à participer hardiment à la reprise de la croissance et de l'investissement. » Un ton plein de sollicitude, mais qui ne cache pas que la balle est désormais dans le camp des chefs d'entreprise. L'impopularité de ces mesures est réelle. Pour les petits épargnants, le plan Balladur, c'est moins 1,5 % à la fin de l'année. Dur, quand au même moment on supprime l'impôt sur les grandes fortunes. Le petit épargnant va être tenté de détourner son épargne des livrets, ce qui sera un rude coup pour les offices d'H.l.m. et les collectivités locales qui puisent dans ce gisement financier.

Le crédit moins cher devrait pousser les entreprises à emprunter, donc à investir. Mais trop de crédit est inflationniste et l'inflation réduit la compétitivité des entreprises.

Les mesures en faveur de l'investissement peuvent-elles, à elles seules, impulser l'effort demandé aux entreprises ? Les prévisions de l'I.n.s.e.e., qui prennent en compte la baisse conjuguée du pétrole et du dollar, portent sur une augmentation de 2 % du volume de l'investissement pour cette année, soit sensiblement la même chose que l'année dernière (1,9 %). Les gains issus des facteurs pétrole et dollar vont être utilisés dans le sens du désendettement des entreprises plutôt que dans celui de l'investissement. La conclusion de l'I.n.s.e.e. est que le problème de fond de notre économie est « l'adaptation de notre appareil productif » et que « (...) les pertes, sans ambiguïté, sont en partie liées à une nouvelle dégradation de la compétitivité ».

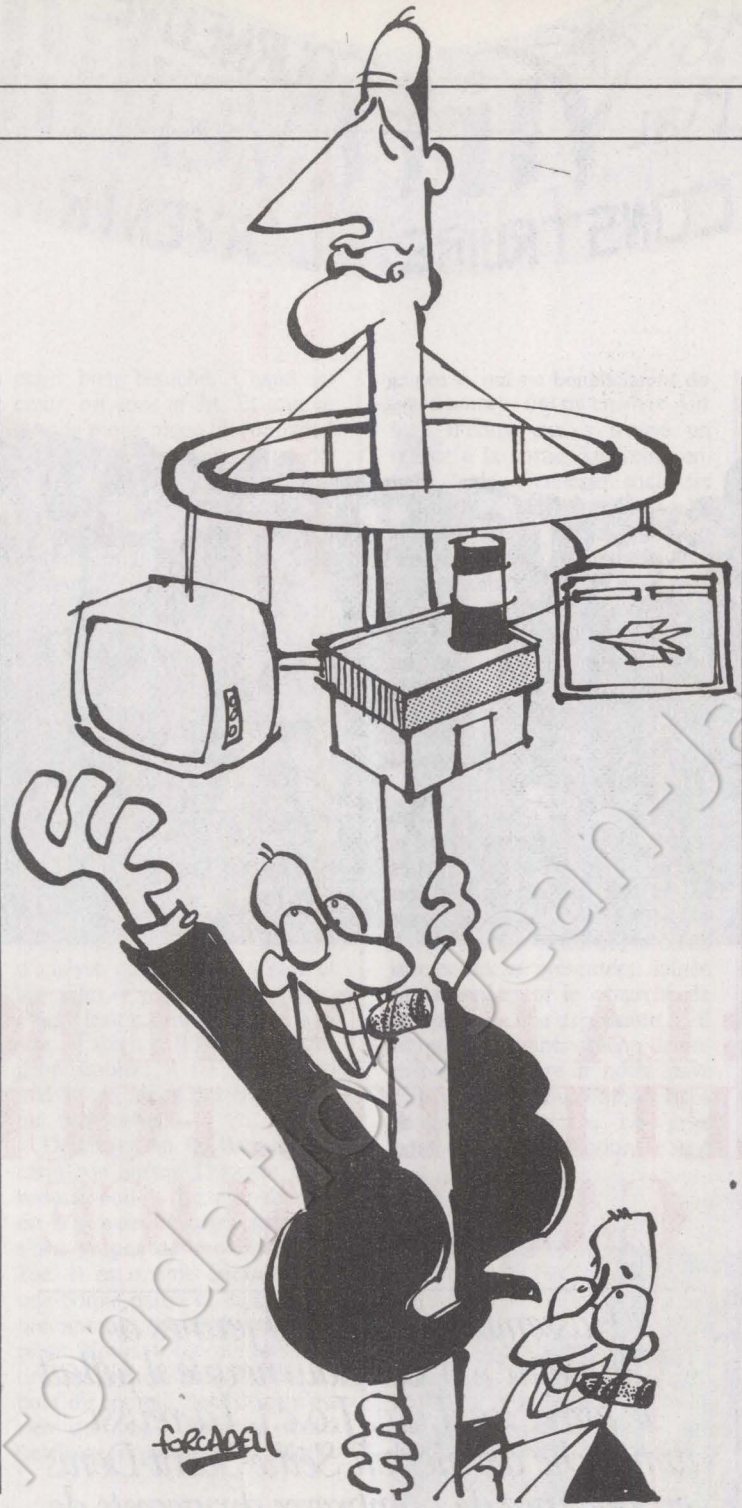
Si investissements il y a, il faut qu'ils se portent vers de nouvelles fabrications, de nouveaux créneaux industriels et commerciaux. Or, le ministre de l'Indus-

trie, Alain Madelin, a de lui-même amputé les crédits du Fonds industriel de modernisation de 500 millions et ceux de la filière électronique de 450 millions. Les caisses sont vides en ce qui concerne les actions encourageant la productique. Pourtant, il est de notoriété publique que notre industrie pêche par sa technologie souvent obsolète et une mauvaise spécialisation. Parallèlement, la situation financière des entreprises s'améliore. De meilleures capacités financières pourraient jouer un rôle décisif dans un plan d'investissement « modernisant ». Mais l'Etat, en effectuant des coupes claires dans la recherche, ne montre guère l'exemple.

Ces coupes sont peut-être un symbole madelinien du « recul de l'Etat ». Mais, au même moment, que signifient les 2 milliards de francs accordés à Renault qui n'en demandait pas autant ? Et l'intervention musclée de Balladur pour empêcher l'O.p.a. de l'Italien De Benedetti sur Valeo ?

Des deux mains

Investir, d'accord, mais pas n'importe où et n'importe comment. Hélas, il semble que la question ne soit pas encore d'actualité. Yvon Gattaz a applaudi des deux mains les mesures annoncées par Edouard Balladur.



Ce n'est peut-être pas suffisant pour que le patronat se lance comme un seul homme dans la course à l'investissement. D'abord parce que le président du C.n.p.f. ne fait pas la pluie est le beau temps chez les patrons, ensuite parce que les mesures prises favorisent les grandes entreprises au détriment des plus modestes dont les prêts bonifiés seront désormais moins avantageux. Ces entreprises représentent 59 % des investissements. *(voir encadré).* Du côté des entrepreneurs, la tendance est plutôt teintée d'expectative prudente. Au forum de « l'Expansion » le mot d'ordre était « Attendre et Voir ».

Une prudence qui réside dans la crainte de ne pas voir l'argent investi payé en retour. La coupure des crédits à la recherche à porté un coup aux velléités des entrepreneurs. Favoriser l'investissement c'est aussi vaincre la frilosité endémique des patrons français. Nécessité est donc qu'ils se sentent à l'aise dans un processus industriel cohérent et moderne. Ça n'en prend pas le chemin.

Mais la finalité de ces investissements c'est surtout la lutte contre le chômage. Un problème tellement crucial que Balladur est obligé de le résoudre. En cas d'échec, d'ici à quelques mois, il devra endosser, en plus, le mécontentement des petits épargnants, la reprise de l'inflation et les troubles sociaux qui seront au rendez-vous ●

Les entreprises françaises en quelques chiffres

Il y a en France 1 700 000 entreprises qui emploient globalement 12 millions de salariés et réalisent 8 000 milliards de chiffre d'affaires (budget de l'Etat : 1 000 milliards). Les « très petites entreprises », dites « artisanales » (moins de 10 salariés), sont au nombre de 1 500 000 (92 % du total) et emploient 2 millions de salariés (16 % des effectifs). Elles réalisent 19 % du C.a. total, 4 % des exportations et 21 % des investissements. Les petites entreprises (10 à 49 salariés) sont au nombre de 110 000, et emploient 2 300 000 personnes (19 % du total), réalisent 18 % du C.a. total, 10 % des exportations et 11 % des investissements. Les « entreprises moyennes » (50 à 1 999 salariés) sont moins de 25 000 mais emploient 4,5 millions de personnes (37 % des effectifs, 34 % du C.a. global). Ce sont elles qui contribuent le plus fortement à l'exportation (45 %) et assurent 27 % des investissements. Les « grandes entreprises » (2 000 salariés et plus) emploient 3,5 millions de personnes (28 % de l'effectif), réalisent 29 % du C.a. total, 41 % des exportations et 40 % des investissements. Notons que 900 000 entreprises (54 % du total) n'emploient aucun salarié.

Le secteur le plus pléthorique est celui du commerce (28 % du total, 2 millions de salariés). Elles réalisent 28 % du C.a. total. Les services représentent 27,5 % (27 % des effectifs, 25 % du C.a.). Le secteur bâtiment et travaux publics constitue le troisième gros secteur d'activité avec 17 % du total des entreprises et 12 % des effectifs.

Les entreprises industrielles, en revanche, sont moins nombreuses (13 % du total), mais emploient 42 % des effectifs et réalisent à elles seules 37 % du chiffre d'affaire global. Les entreprises ont réalisé en 1984 2 500 milliards de francs de valeur ajoutée soit 68 % de la richesse créée. Elles ont versé pour 1 300 milliards de salaires bruts sur lesquels elles ont payé 470 milliards de cotisation sociales (55 % du total des cotisations). Les investissements atteignaient en 1985 420 milliards de francs réalisés pour 41 % par les entreprises de plus de 2 000 salariés et 27 % par les moyennes entreprises (petites entreprises : 21 %, artisanales : 11 %). La plupart des créations d'entreprise concernent le commerce et les services. Peu d'entreprise se créent dans l'industrie (9 %) ainsi que dans le bâtiment et travaux publics (8 %).

Coll. Fondation Jean-Jaurès



Ciric

« Villavenir » à La Courneuve.

J.O.C.: LA PLANÈTE ROUGE VIOLETTE ET... POURPRE CARDINALICE

PAR CLAUDE JADOUL

(de notre envoyé spécial)

Rassembler 100 000 jeunes à « Villavenir » à La Courneuve il fallait le faire. La J.o.c.-J.o.c.f. l'a réussi dimanche dernier en Seine-Saint-Denis en présence de nombreux dirigeants de gauche et de pas moins de seize évêques, archevêques et d'un cardinal. Là, on « témoignait », en particulier de la pérennité de la classe ouvrière.

LA planète Joc est un monde à part. Ici on « témoigne », en particulier de la pérennité de la classe ouvrière. Rassembler 100 000 jeunes à « Villavenir », à La Courneuve, faut l'faire. La J.o.c.-J.o.c.f. l'a réussi dimanche dernier en Seine-Saint-Denis, après des mois de préparation intense et d'un soutien logistique sans faille, mairies communistes aidant.

Créer, exister, s'éclater : les trois verbes forts du rassemblement ont tenu leur pari. S'éclater tout d'abord : dix mille jeunes, souvent des très jeunes, autour d'un podium pour communier avec Sapho, Karim Kacel et Paul Personne. Allongés sur l'herbe, des têtes de prolos à n'en pas douter. Et des gens venus de tous les horizons de l'Hexagone. « J'ai quitté Albi samedi soir par car. On a roulé toute la nuit. Maintenant on est là, avec tous les copines et les copains », dit par exemple Marc, un solide métallo. Avant d'aller témoigner. Il a le choix.

Plusieurs grands débats : « Risquer de croire », mais aussi « paix et désarmement », « l'avenir des métiers manuels », les « nouvelles technologies » « s'engager rime avec jeune » et les « emplois précaires dans le monde ». Exister, quoi.

« Villavenir, c'est un cri de non-fatalité », explique Annie Braire, présidente nationale de la J.o.c.f. Et on ajoute : « Le mot fatalité n'existe pas dans le dictionnaire jociste. » On vous glisser pourtant que tout n'est pas rose à la Joc. Un signe : « Même parmi les Jocistes, les syndiqués diminuent. » Tout comme l'influence du P.c.f. qui décroît, à l'évidence. On le verra plus loin, avec l'intervention de Pierre Blotin, membre du bureau politique du P.c.f. Un absent de marque tout d'abord : Jack Ralite. L'ancien ministre délégué à l'Emploi était – curieusement – absent du débat sur « la précarisation de l'emploi », avec Michel Delebarre. Le maire d'Aubervilliers, commune toute proche de La Courneuve, pourtant annoncé au programme, n'a pas cru bon de croiser le fer avec son successeur.

Une occasion unique pourtant de démontrer que « Chirac, c'est Fabius en pire », selon la version « Fabien » des choses... Passons... A « Villavenir », on n'aime pas la politique politicienne. Et on le dit. On manque même un peu de vision politique tout court. Le mouvement semble, à tous égards, amorcer une courbe rentrante. « Il n'est plus ce véritable vivier de permanents cégétistes qu'il était il y a vingt ans », laisse même tomber un dirigeant de la C.g.t.

« Joc prends garde de perdre ton âme ! Eglise, prends garde de perdre la Joc ! » : le message du cardinal Etchégaray de 1978 a-t-il été entendu ? Mais la droite, ce n'est manifestement

pas l'affaire de la Joc, soutanes violettes ou pas. Rien que du beau monde de gauche parmi les invités : Alain Barrau, secrétaire national du P.s. ; Véronique Neïertz, Claude Bartolone et Michel Delebarre (P.s.) ; Francette Lazare et Gaston Plissonnier (P.c.f.), ainsi qu'une délégation du M.j.s. Cela a valu un incident fort mesquin avec le sous-ministre Bergelin, chargé de la Jeunesse et des Sports qui a décliné l'invitation. Cet homme a subventionné « Villavenir » et regrette : « une opération dont le caractère politique et exclusif est affirmé de façon aussi provocatrice ». Le successeur d'Alain Calmat ne s'est donc pas mêlé à ses ouailles. Elles n'en ont cure dans une ambiance frites-merguez dans la plus pure tradition des grandes fêtes populaires.

Le matin, au cours de la concélébration eucharistique — une messe en bon français — pas moins de seize évêques et archevêques. Sans omettre la soutane pourpre (remisée pour la circonstance) du Primat des Gaules, le « Père » Decourtray. Ici on dit « Père » et pas « Votre Eminence », caduc pour cause de Vatican II... En revanche, beaucoup de « bronzés » dans l'assistance. La Joc va bien au-delà des frontières chrétiennes. Et il y a des moments d'émotion, croisés comme cela, au détour d'un groupe. Une jeune africaine aveugle s'avance vers la délégation bordelaise, guidée par une main bien blanche. Chaud au cœur, on vous le dit. Et tout ce monde pique-nique, décontracté. « Tu n'a rien à boire », me demande, fort gentiment un « copain ». On partage donc l'eau.

Curieux mélange tout de même : les sons des groupes de rock parviennent jusqu'au vaste chapiteau du forum sur « la précarité de l'emploi dans le monde ». Les hommes politiques y font un peu figure d'accusés : Michel Delebarre, Pierre Blotin et un représentant du P.s.u. En cause : les Tuc. Une jeune fille de Toulouse expose posément, sans agressivité... ses griefs, son « vécu » et ses espoirs. Elle « témoigne » comme l'on dit ici. Témoigner, un verbe massue. Des faits, rien que des faits. N'attendez pas une esquisse d'analyse politique, les « gars et les filles » y sont allergiques. Pierre Blotin rengaine, très vite, son « Fabien ». Il fait même des propositions : il ne voit aucun mal à « exonérer les entreprises qui embauchent ».

Delebarre, lui, fait dans le style carré-bon enfant. D'entrée, à rebrousse-poil : « Le rien du tout est la pire des choses », explique-t-il à propos de son enfant, les Tuc. Il est même applaudi par une bonne partie de la salle. Un bon nombre a eu le même réflexe pour Blotin. « La précarisation tire les salaires vers le bas. Au bout du compte, les Tuc ce n'est rien du tout. » Rien du tout ? Delebarre explique que 450 000 jeunes — qui ne bénéficiaient de rien d'autre — ont pu en vivre. Un tiers d'entre eux a trouvé un boulot à la sortie. Un représentant de la « jeunesse socialiste britannique » demande la parole. Accordé. Une harangue bien française dont il ressort que Mme Thatcher a, elle aussi, ses Tuc. La petite musique de la IVe Internationale est de la partie... Michel Delebarre remet les choses au point : « En France, les Tuc ne sont pas destinés au privé. » Les travaux précaires ? Il faut vivre « avec ». A la « condition de ne pas précariser la vie ».

Dur pour un Tuc de payer ses déplacements, ses loisirs, son logement, l'ancien ministre l'accorde. Il expose que le chômage des jeunes, en France, est accentué par l'importance des couches jeunes qui se présentent, année après année, sur le « marché de l'emploi » — une expression qu'il abomine. Ce phénomène démographique propre à notre pays « est un atout pour l'avenir mais dans l'immédiat... ». Un gros point noir : la formation. « Sept jeunes sur dix ne sont pas à un niveau suffisant », avance-t-il encore.

19 h 30 : c'est écrit sur le programme : « fin du forum ». L'animateur du débat s'en excuse : l'heure c'est l'heure. Il faut rendre le chapiteau à d'autres usages. Au « Tremplin Rock », « Portier de nuit » a achevé de se produire. Sur la scène internationale, c'est au tour du ballet « Lenba ». Au coin « invités », l'heure des « anciens combattants ». Un pot rassemble les anciens à l'espace « reconnaître son Histoire ». Une histoire chahutée. Le fondateur de la J.o.c.-J.o.c.f. le Cardinal Cardijn l'affirmait : « Un jeune travailleur vaut mieux que tout l'or du monde. » La phrase clé du mouvement. Le prélat belge reconnaîtrait-il les siens dans cette jeunesse qui n'a plus que de très lointains rapports avec la pépinière des démocraties chrétiennes européennes des années vingt ? « La J.o.c. 1986, résume un « copain », ce serait plutôt le genre gentil loulou de banlieue... » ●

Lacp



La concélébration eucharistique du dimanche matin.

Edmond Maire à La Courneuve.

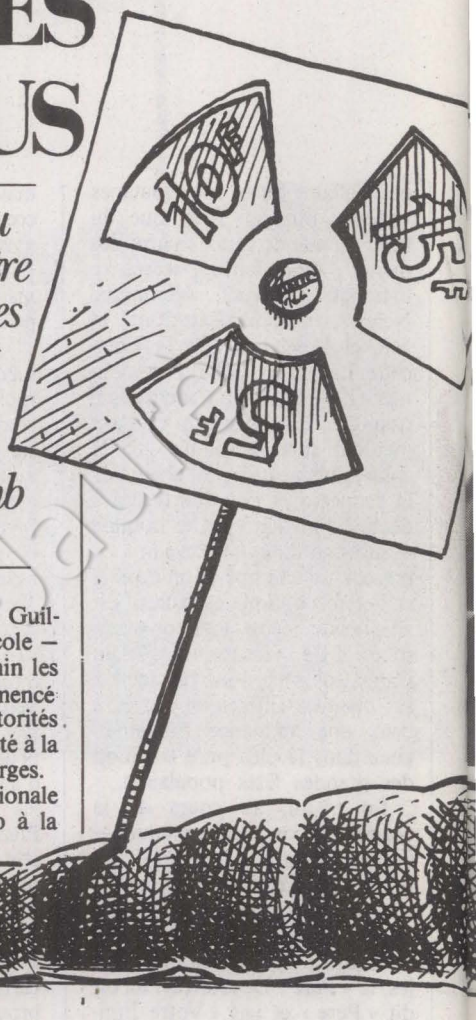


Michel Delebarre et Pierre Blotin pendant le débat sur l'emploi.

Ciric



QUAND LES SALADES NE PAIENT PLUS



PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

Les mensonges et les incohérences du gouvernement – et d'abord du ministre de l'Agriculture – sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl ont abouti à perturber gravement le marché des fruits et légumes. Pour Guillaume, l'état de grâce a du plomb dans l'aile.

MOROSITÉ à Rungis. Les cagettes s'entassent, les cours piétinent, mauvais augure en début de campagne, quand les primeurs aident à fixer des prix plus ou moins élevés pour le reste de la saison. Il y a même eu, la semaine dernière, la crainte de voir souffler un vent de panique, retombées de Tchernobyl obligent. Mais, finalement, l'asperge et le chou-fleur semblent, seuls, souffrir directement du syndrome nucléaire.

La mauvaise conjoncture reste, en effet, la première accusée. Printemps pourri, froid et pluie : dans le Sud-Ouest, il faut remonter à 1913 pour trouver tant de gadoue. D'où retards dans les emblavements et retards de gestation, avec tous les risques de télescopages sur les marchés que cela entraîne. Quand les salades arrivent toutes en même temps, c'est mauvais pour les cours ! Souffrent ainsi la fraise, l'asperge, la carotte, la pomme de terre primeur, le melon...

Et voilà que juste au moment où l'anticyclone pointe enfin son museau pour nous réchauffer l'atmosphère et théoriquement relancer la consommation de crudités, le vilain nuage en provenance des plaines ukrainiennes sape le moral des troupes.

Nos voisins portent là, une lourde responsabilité. Pensez-donc : officiellement, notre territoire avait été « totalement épargné » – dixit François Guillaume, notre ministre agricole – mais de l'autre côté du Rhin les mauvais esprits ont commencé très tôt à s'agiter. Et les autorités de quelques lander ont arrêté à la frontière nos bottes d'asperges.

Résultats : l'asperge nationale est passée de 29 F le kilo à la

(suite en page 20)

SANTE : LA LOTERIE RADIOACTIVE

En omettant de prévenir la population de la présence du nuage radioactif, les autorités nous ont exposés bien légèrement. Contrairement à une idée reçue, les faibles doses ne sont pas si anodines que cela. La santé publique exigeait de compter avec les lois de la statistique et de l'accumulation.

PAR PIERRE-YVES POINDRON

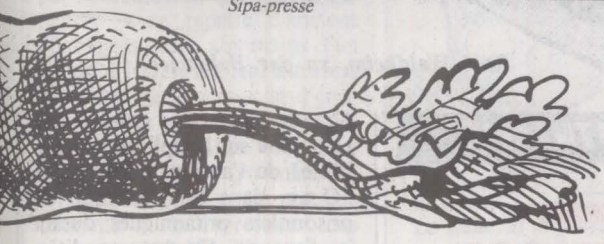
« AUCUN nuage radioactif au-dessus de nos têtes », « vous pouvez vous promener sans craintes », « pas de raisons de prendre des mesures particulières », les médias étaient rassurants. Et pour cause, aucun communiqué officiel, ces 1er et 2 mai, n'est venu troubler un ciel sereinement radioactif. Il a fallu attendre dix jours pour que le voile du silence se déchire... et de quelle façon ! Pour nous noyer sous des chiffres tous plus abscons les uns que les autres, comme on noie le poisson, et comparer lesdits chiffres à de prétendues normes O.m.s. au-dessous desquelles, l'émission radioactive du nuage baladeur s'est toujours maintenue. Or, ces normes O.m.s. n'existent pas. L'O.m.s. se contente d'enregistrer que, en effet, certains pays ont édicté des normes qui varient d'une frontière à l'autre. « Les connaissances à ce sujet sont vagues, dit-on à Genève. On peut donner des doses maximum à ne pas dépasser... On ne peut pas donner une limite inférieure de dose en-deçà de laquelle on peut affirmer qu'il n'y a aucun danger, parce qu'on ne sait pas quels sont les effets d'une accumulation des doses très faibles... » Tout est dit ou presque dans cette réponse à la question que nous avons posée au service de presse de l'O.m.s.

Après nous avoir menti par omission, on nous mène en bateau à coups de becquerels, de rads, de rems... On nous roule dans la farine. Oh ! certes, à aucun moment le nuage chargé d'iode 131, de strontium, de césium n'a émis de radiations suffisamment fortes pour mettre directement en danger la vie de quiconque. Ne sommes-nous pas quotidiennement bombardés de rayonnements cosmiques ou de radiations émises par les traces d'uranium, de thorium, de potassium 40 que contient le sol ? L'équivalent en tout de 60 à 150 millirems par an selon les régions. Or le nuage de Tchernobyl nous a gratifiés d'une radiation équivalente à un dizième de la radiation naturelle annuelle. Pas de quoi paniquer, donc, nous affirment les organismes officiels. Pas de quoi paniquer, oui. Mais rien qui ne justifie le mutisme des autorités pendant dix jours. Nos voisins ont été plus prudents lorsque, sans affoler les populations, ils ont prodigué quelques conseils de bon sens. Car,



Alain Carignon (Environnement) et François Guillaume (Agriculture) sortant du conseil des ministres.

Sipa-presse





Sipa-presse

H PLUS A COM-MENCÉ

REMS, rads, curies, Becquerels... qu'importe l'appellation quand on a le produit. Qu'importe la terminologie quand le fait est accompli. Rems, rads, curies, Becquerels, la radiation tchernobylienne a tué. Par treize fois déjà. Et tuera encore. Combien de fois ? Pendant combien de temps ? Les doses maximales admissibles (D.m.a.) ne sont pas que de simples statistiques. La puissance destructrice des « rayonnements à faible portée » ne représente pas que d'agréables courbes exponentielles pour savants surdoués. Non, treize fois non. Elles sont aujourd'hui la référence du malheur de demain.

L'accident de Tchernobyl est la plus grande catastrophe du monde nucléaire. Il a heurté de plein fouet une opinion standardisée. Il a incendié un paysage politique dont le premier réflexe fut le mensonge. Il va démontrer ce que l'on voulait à tout prix cacher : son paradoxe, sa réaction en chaine.

« H plus » a commencé. « H plus » – ce compte à rebours à l'envers dont le top fut donné un certain samedi 26 avril à 1 heure 32 du matin – déroule quotidiennement ses effets. Treize morts, trois semaines après ; 299 hospitalisés ; 100 000 individus à surveiller. Et le temps s'écoule sans que l'on puisse l'arrêter. Le pire, pourrait-on dire, c'est qu'il n'y a aucune incertitude dans ce scénario. « H plus » va frapper, car « H plus » est la preuve « irréelle », « intouchable », « impalpable » de l'accident grave. Combien d'autres « héros du prolétariat soviétique », comme le soulignent si dérisoirement les organes de presse du cru, vont-ils tomber au champ d'honneur technocratique ? Le point final dans une vingtaine d'années.

DENIS DANGAIX

en matière de radioactivité, on ne peut affirmer qu'il n'y a aucun « risque ». Risque statistique.

Les effets des faibles doses sont en effet essentiellement statistiques. Mais il semble que cette notion ait échappé à ceux qui, en France, ont en charge la santé publique.

Que se passe-t-il en effet au passage des radiations ? Elles arrachent des électrons aux atomes qui constituent les grosses molécules. Parmi les molécules les plus vulnérables : l'A.d.n., la mémoire génétique. Sans doute, l'A.d.n. a-t-il la faculté de s'autoréparer, mais parfois cette réparation est du bricolage, de l'à-peu-près. La cellule peut alors entamer un processus de cancérisation. Le mieux serait qu'une cellule touchée meurt ou soit éliminée. Cela arrive parfois. D'autres fois elle se transforme en cellule cancéreuse. Plus les radiations sont nombreuses au cours d'une vie, plus grand est le nombre de cellules atteintes, plus élevé est le risque de voir certaines d'entre elles mal se réparer. Or « on ne peut pas dire, quelle que soit la dose d'irradiation, qu'il n'y a jamais de risque de léser une cellule » commente Monique Séné, du Collège de France et membre du groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire.

Sur un individu, une faible dose a – c'est vrai – des chances infimes d'avoir des effets... à l'échelon d'une population collectivement exposée... non. On entre dans la loi des grands nombres. Le rapport entre une dose supplémentaire de radiations et le nombre de cancers risquant d'apparaître un jour dans une population donnée a d'ailleurs été calculé théoriquement. Sur 8 000 personnes exposées à 1 rem supplémentaire, une d'entre elles – mais laquelle ? – a des « chances » de faire un cancer dans quinze, vingt ou trente ans. Mais ce « rem » supplémentaire peut être accumulé, fait de petites doses successives au fil des jours. « Que les petites doses soient étalées sur un an ou un jour, ça ne joue pas », explique Jean-Claude Zerbib, ingénieur en radio-protection, militant à la C.f.d.t. Statistiques, les effets des radiations sont aussi cumulatifs.

On aurait donc pu nous éviter de prendre quelques millirems supplémentaires si, les 1er et 2 mai, les autorités dites compétentes avaient prodigué quelques conseils. Pour cela, il aurait fallu dire la vérité. En responsabilité médicale, cela porte un nom en termes de droit : « la perte de chances ». Car il y a bien eu une perte de chances collective et statistique. La belle affaire... diront les cyniques, dans quinze ans, qui pourra reconnaître les cancers dus à quelques radiations supplémentaires ? La santé publique mérite plus d'attention... mais la santé publique n'a pas l'air de passionner notre ministre de la Santé libérale.

Dans cette affaire, les « normes », les doses maximales admissibles, servent de paravent au mensonge. Ces normes ont peut-être un sens pour un individu. Mais le mot « admissible » dissimule mal la réalité statistique qui se cache derrière les effets des radiations ionisantes. Quelques millirems en moins, c'était quelques cancers « admis » en moins. Le pire, c'est qu'aucune raison d'Etat ne justifiait de jouer avec cette loterie.

(suite de la page 19)

production le 5 mai à 13 F quelques jours plus tard. Du jamais vu !

Protectionnisme injustifié, s'écrie-t-on ici (tout comme se plaignent, d'ailleurs, les pauvres Polonais, Yougoslaves et autres producteurs de l'Est victimes des embargos européens qui n'ont pas la chance, comme la R.d.a., de bénéficier d'accords privilégiés avec l'Allemagne fédérale). Le préfet du Gard est même monté au créneau pour défendre la production de son département.

Les contrôles ayant lavé l'asperge de tous soupçons, les grossistes allemands n'en ont pas moins persisté à faire grise mine en déployant des trésors procéduriers pour éviter de payer une marchandise commandée mais pas écoulée. Il paraît d'ailleurs que la pratique est courante dans le secteur des fruits et légumes.

La panique qui a saisi le consommateur allemand, surtout dans le nord du pays, l'a détourné de tous les légumes frais. Aussi le scénario se répète-t-il pour le chou-fleur breton. Et, dans une moindre mesure, pour la salade : c'est moins grave, nous sommes maintenant en fin de saison d'exportation.

Au total, c'est le bilan de nos exportation de légumes qui va en prendre un rude coup. Choux-fleurs et asperges assurent à eux seuls près de la moitié de ce

Epinards testés à Colmar.



Gamma

poste (autour de 920 millions de francs sur deux milliards). L'affaire de Tchernobyl ne pouvait pas éclater à plus mauvaise période, en plein boum des asperges.

Les difficultés à l'exportation ne sont hélas pas sans conséquences sur le marché national. Même de faibles tonnages suffisent à perturber les cours, sur un marché aussi spéculatif que les fruits et légumes.

Aubaines pour les grossistes, les baisses s'amplifient, surtout quand les supermarchés s'en mêlent. Et nous voyons Mamouth ne reculer devant aucun sacrifice, en Alsace, et faire sa pub — « pendant que la France polémique, Mamouth agit » — sur les radiomètres mis à la disposition de sa clientèle pour mesurer en direct le potentiel radioactif des légumes !

C'est que l'angoisse a étreint nos compatriotes avec quelque retard. Ils ont d'abord cru les propos plus ou moins lénifiants, plus ou moins mensongers, de nos ministres. La palme revient toujours au paysan en chef, qui persiste et signe, le 14 mai : « A aucun moment les hausses observées de radioactivité n'ont posé le moindre problème d'hygiène publique », démenti par Madelin en personne qui a interdit la vente d'épinards en Alsace... Ça fait désordre, tout ça, pas bon pour la confiance. Entre parenthèses, notons le caractère risible de cet imbroglio, de la part d'un gouvernement qui fait de la sécurité son cheval de bataille. Sans doute les basanés sont-ils plus dangereux que les persils et salades, même frisés, même irradiés.

C'est un phénomène connu : un seul mensonge suffit généralement à empoisonner la confiance. Dans une matière aussi délicate, aussi sensible à l'irrationnel que le rapport des foules au nucléaire, le mensonge, surtout de cette taille, est plus qu'un crime, une faute.

Les producteurs français doivent en tout cas en être convaincus, eux qui payent aujourd'hui les pots cassés par les incohérences du pouvoir. Déjà, certains réclament des dédommagements. L'état de grâce dont bénéficiait le ministre chef d'exploitation en aura pris un coup dans l'aile. ●



Kurt Waldheim, vu par Bellenger.

AUTRICHE

Le dossier Waldheim ne cesse de s'alourdir

LE Parti populiste (conservateur), qui soutient la candidature de Kurt Waldheim, n'aura pas eu gain de cause dans sa volonté de ramener le deuxième tour des présidentielles du 8 juin au 25 mai. D'ici là, à en juger par le rythme des nouvelles révélations du Congrès juif mondial de New York et ses incidences dans le monde, l'image de l'ex-nazi fiché comme criminel de guerre, risque de s'écorner encore plus gravement. Parmi les trois nouveaux documents officiels publiés par le Cjm, comprenant des rapports secrets signés Kurt Waldheim en octobre 1944 et faisant état du « renforcement de l'activité des bandits » (partisans yougoslaves), suivis de l'incendie de trois villages et de la mort de 114 personnes (dont femmes et enfants), l'avocat-conseil du Cjm considère que, « au minimum, Waldheim a choisi comme cibles ces villages ».

D'autre part Mme Margaret Thatcher a révélé que la Grande-Bretagne a entamé une recherche sur l'implication (probable) de l'ancien secrétaire de l'O.n.u. dans la disparition de prisonniers britanniques durant la Seconde Guerre mondiale. L'unité dont ce dernier faisait partie les aurait interrogés avant de les exécuter. Enfin, après avoir terminé leur enquête sur Waldheim, les services de la Justice américaine recommandent au ministère en question d'interdire à ce dernier l'accès au territoire américain. Ça se gâte !

J.L.

PARAGUAY

Après Baby Doc et Marcos, Stroessner ?

APRES le lâchage des Duvalier et Marcos, Washington, aux écoutes des craquements grandissants dans le Paraguay fascisant de Stroessner, a-t-il décidé que le temps de sa liquidation en douceur était venu ? La méthode semblant être bénéfique à l'administration Reagan, de compenser son interventionnisme croissant — en particulier le soutien contesté aux « contras » contre le trop révolu-

PAR JEAN LIBERMAN
ET MICHEL MATHIEU

tionnaire Nicaragua – par des actions pouvant redorer son blason démocratique, il semble bien que la plus ancienne et la plus pourrie des dictatures latino-américaines soit dans son collimateur. En tout cas, après que l'entourage reaganien eut déjà taxé de « dictature » le régime d'Asunción, les démarches très visibles de M. Taylor, l'ambassadeur américain, auprès des diverses oppositions réanimées à la machine à broyer en place depuis trente-deux ans n'ont pas du tout été du goût des inconditionnels du régime.

Il était bien temps néanmoins que quelques fissures apparaissent dans « le pays de la peur ». Alors que ses voisins argentins, brésiliens et uruguayens ont fini par se démocratiser, le petit Paraguay – ce repaire d'anciens dignitaires nazis, aux mains d'un émule d'Hitler, régnant à travers une caste de généraux et d'enrichis par la contrebande et les prébendes du maître – incarne encore la pire des tyrannies. La torture y a toujours été pratique courante et la répression tous azimuts (360 000 Paraguayens, sur une population de 3 500 000 personnes, ont connu la prison) a provoqué l'exil d'un million de nationaux.

A travers la recrudescence des problèmes dus à une économie incapable de se moderniser (inflation considérable, conflits agraires et syndicaux aigus), ce peuple apparemment domestiqué commence enfin à conquérir quelques espaces de liberté. Malgré la persistance d'une terreur rodée, des manifestations publiques, comme celle du 1er Mai ont réapparu, des grèves, même – étudiants, « cols blancs », professeurs – quelques journaux, une ou deux radios parviennent enfin à informer sur la « dictature », enfin nommée, sans être interdits.



Le général Stroessner vu par Bellenger.

Renforcée par la défection des « rebelles » du parti officiel « colorado » et le retour d'exil des « Mopocos » (dissidents du même parti), l'opposition, constituée en « Accord national » regroupant quatre formations, a lancé une campagne de désobéissance civile contre un système qui, déclare-t-elle, « ne fonctionne plus ». Le pouvoir voit se dérober des secteurs clés : le patronat et les milieux d'affaires, qui dénoncent la gestion gérontocratique de l'économie et s'effraient de la gangrène de la contrebande... L'Eglise surtout, qui semble orchestrer le mouvement de transition, en proposant notamment un « dialogue national », technique de démocratisation utilisée avec succès par l'Uruguay et le Brésil.

En face, la bête, qui est loin d'être encore dans ses retranchements, riposte classiquement par ses hommes de main, en ressortant le spectre de la « subversion marxiste internationale » et en crachant les réserves de son venin nazi par des affichages grossièrement antisémites sur les murs de la capitale accusant les juifs, éternels boucs émissaires, de tous les crimes.

De toute évidence la déstabilisation de Stroessner est en cours même si son appareil vermoulu, mais soudé par la corruption, ne paraît pas immédiatement menacé. Le soutien, essentiel, de l'armée – la grande inconnue – ne semble pas lui faire pour l'instant défaut et l'opposition de l'Accord national manque encore d'audience populaire. Mais la « real-politika » de la Maison-Blanche, visiblement soucieuse pour le moins d'un changement de la façade stroessnerienne, pourrait fort bien accélérer cette sinistre fin de partie.

J.L.

ITALIE-LIBYE

Les affaires sont les affaires

(de notre correspondant, à Rome)

DIFFICILE de déclarer la « guerre sainte » à Kadhafi tout en continuant à faire du business avec la Libye. C'est ce qu'aurait fait dire le secrétaire d'Etat à la Défense Caspar Weinberger aux autorités italiennes. Un rude coup pour la Fiat juste au moment où elle s'apprêtait à livrer à l'armée américaine 178 bulldozers. Le ministère de la Défense américain a bloqué la commande en même temps que les huit millions de dollars qui devaient être versés sur le compte de la société italienne.

Le Pentagone ne nourrit aucun ressentiment particulier envers l'Italie, mais se dit extrêmement embarrassé par les 14 % d'actions détenues par la Libye, par l'intermédiaire de la Lafico (Libyan Arabe Foreign investissement Company), et estime immoral de faire gagner de l'argent au colonel Khadafi en faisant du commerce avec lui par Fiat interposé. Et pas n'importe quel commerce, puisqu'il s'agit tout de même de matériel militaire. Une situation qui devient extrêmement embarrassante pour le gouvernement italien, contraint d'exécuter un difficile pas de deux entre son discours officiel, les requêtes de plus en plus pressantes des Etats-Unis – qui trouvent que la politique étrangère italienne manque de fermeté – et les intérêts italiens qui vont dans une tout autre direction.

« Mais où va-t-on si l'on ne peut choisir ses partenaires économiques », s'exclame le républicain La Malfa, qui est aussi président de la commission des Affaires étrangères à la Chambre. Qui ajoute sentencieusement : « Si une participation minoritaire dans une société européenne devait altérer les conditions d'accès au marché américain, il se créerait un dangereux précédent tendant à aggraver ultérieurement des velléités protectionnistes déjà largement répandues. » D'autres ne manquent pas d'ajouter en direction de la presse que le contrat de la Fiat avec ses huit millions de dollars aurait été vu comme une manne par la J.i. Case, concurrente malheureuse de la Fiat, qui opère dans le Wisconsin, un Etat durement touché par le chômage et qui se trouve justement dans la circonscription électorale du député Lee Aspin, président de la commission des forces armées, qui avait durement interpellé la Chambre des Représentants à propos de la préférence pour la Fiat et qui, le premier, avait soulevé le lièvre de la participation libyenne dans le groupe italien.

On ne peut pas donner tous les torts aux Italiens quand ils parlent de protectionnisme américain. Si le Pentagone voulait être cohérent il faudrait qu'il revoit tous les contrats des dizaines de sociétés américaines qui sont peu ou prou liées à la Fiat. Il faudrait aussi qu'il explique pourquoi aucune objection du même type n'a été faite il y a quelques semaines quand Fiat aéronautique et Chikorwsky se sont associés au sauvetage de la firme anglaise Westland. Il n'empêche que cette histoire ennuie sérieusement le gouvernement italien. Car la Fiat n'est qu'un des nombreux intérêts économiques que l'Italie et la Libye ont en commun à travers une soixantaine d'entreprises italiennes installées en Libye. Il y a encore les gros contrats d'assistance signés l'année dernière entre les deux pays qui portent sur plus de mille milliards de lires et une commande de l'Eni de 450 milliards de lires pour la fourniture d'une implantation de fertilisants dans le bassin de la Syrte.

Enfin, il y a les intérêts libyens en territoire italien qui s'entrecroisent parfois même avec ceux du Vatican, comme c'est le cas pour la Tamoil, une société pétrolière qui a implanté une raffinerie à Crémone et qui bénéficie de près de mille pompes à essence sur le territoire. Une société qui appartient pour 70 % des parts à la Libyan Arab Foreign Bank et dont le Vatican est actionnaire à travers la Sasea qui détient 20 % des parts, les 10 % restants étant entre les mains du Libanais Roger Tamraz. Ce sont des détails, mais ils aident à comprendre pourquoi Andreotti, le ministre des Affaires étrangères italien met la pédale douce dans ses rapports avec le colonel Kadhafi, même si de temps en temps on expulse une brochette de Libyens qui viennent en Italie avec une conception particulière du tourisme. Lequel ministre Andreotti est actuellement en visite officielle en Israël.

M.M.

UN AMERICAIN PAS TRANQUILLE DU TOUT

Pour T.D. Allman l'auteur d'« Un destin ambigu », féroce critique du messianisme américain, les successives interventions américaines dans les Caraïbes et l'Amérique latine, la guerre du Vietnam, la guerre larvée qui se déroule depuis sept ans au Salvador ont été fomentées moins par les intérêts des United Fruit que par le sentiment profond de dirigeants persuadés qu'il est de leur devoir d'exporter le modèle américain au besoin par la force.



Sygma

Manifestation à Miami contre l'aide

PAR NICOLE BERNHEIM

T.D. ALLMAN est de ces Américains, plus nombreux qu'on ne le croit, mais actuellement peu prolixes, qui ne pensent pas du tout que le président Reagan ait « rendu sa grandeur à l'Amérique », comme sa première campagne électorale le promettait. Journaliste mieux familiarisé que la plupart de ses compatriotes avec l'Europe et le tiers monde, Allman a publié en 1984 aux Etats-Unis une critique virulente de la diplomatie américaine « de Monroe à Reagan ». Son titre, « Unmanifest Destiny », traduit chez Flammarion par « Un destin ambigu », est une référence au slogan lancé en 1845 par un directeur de journal, John O'Sullivan, qui réclamait le droit — le devoir — pour les Etats-Unis, d'étendre leur territoire pour accueillir une population en expansion rapide, et pour répandre à travers le monde un système politique « exemplaire ».

Pour Allman, ce « devoir », qui s'est traduit depuis plus d'un siècle par d'innombrables conflits armés et d'extraordinaires souffrances pour les populations d'Amérique latine et, plus récemment, d'Indochine, n'est qu'une interprétation aberrante de la doctrine de Monroe. Selon l'auteur d'« Un destin ambigu », cette fameuse doctrine n'a jamais prétendu faire de l'Amérique latine une chasse gardée des Etats-Unis, comme tant de présidents l'ont déclaré. Elle entendait freiner les ambitions européennes sur le continent américain : en 1837, il s'agissait de celles des Russes sur l'Alaska et de celles des Anglais sur le Canada, les Caraïbes, et peut-être sur les anciennes colonies espagnoles d'Amérique qui venaient d'accéder à l'indépendance.



T.D. Allman.

Diplômé de Harvard, ancien du Corps de la paix au Népal, familier de l'Asie et de l'Amérique centrale, Allman a écrit un livre très documenté mais aussi plein de bruit, de fureur et d'indignation avec un point de départ très personnel : l'assassinat, en 1981 au Salvador, de quatre missionnaires américaines qu'il connaissait, et dont les responsables — des militaires et des politiciens locaux — ne furent, de par les ordres de la Maison-Blanche et du département d'Etat, jamais vraiment inquiétés.

Contrairement aux marxistes, Allman ne croit pas que les aventures militaires américaines soient essentiellement destinées à protéger des intérêts économiques. « Si seulement c'était le cas, me disait-il ironiquement quand nous nous sommes rencontrés à Paris, notre politique serait plus intelligente : regardez Texaco en Angola ou Gulf en Libye qui ne se laissent pas impressionner par les imprécations de Reagan ! » Non, pour Allman, les interventions américaines successives dans les Caraïbes et l'Amérique latine, la guerre du Vietnam, la guerre larvée qui se déroule depuis sept ans au Salvador ont été fomentées moins par les intérêts des United Fruit ou assimilés que par le messianisme de dirigeants persuadés qu'il est de leur devoir d'exporter, au besoin par la force, un merveilleux système politique et de le protéger contre les « complots » extérieurs.

Année après année, la Maison-Blanche, le département d'Etat et le Pentagone se sont entêtés à soutenir ainsi des gouvernants corrompus, démonétisés et féroces, mais habiles à agiter les grandes peurs américaines du moment : l'antibolché-





méricaine au Salvador.

A.f.p.



L'armée salvadorienne.



Sygma

La foule fuyant la fusillade lors des obsèques de Mgr Romero en mars 1980.

visme, l'antinazisme, l'anticommunisme ont successivement fait la fortune des Tchang Kaï-Chek, Batista, Somoza, Diem, Pinochet, Duvalier et autres Marcos.

L'ordre et la loi imposés par Washington se sont chaque fois traduits par d'épouvantables massacres dont les échos ne parvenaient que feutrés et amortis dans les proprettes maisons de l'électeur américain moyen. Seule exception notable à ce jour : la guerre du Vietnam qui a failli provoquer une crise constitutionnelle aux Etats-Unis. Le plus grave, pour Allman, est que ces « chimères », ces « illusions » pseudo-diplomatiques ne peuvent se prolonger que grâce à la « désinformation » qui est devenue une nouvelle forme de gouvernement au pays de la plus sacrée des libertés d'expression. Une désinformation obtenue par la mise au « placard » des spécialistes bien informés mais mal pensants, comme l'ambassadeur White au Salvador, et la dissimulation de documents officiels qui exposent des réalités déplaisantes. C'est ainsi que les bombardements clandestins du Cambodge ont précipité en 1972 le cours de la guerre du Vietnam et ont préparé l'annihilation de la nation mère. L'affaire des quatre missionnaires américaines assassinées au Salvador avait soulevé une émotion considérable aux Etats-Unis. Emotion aujourd'hui retombée après que les autorités américaines aient réussi à décourager les familles — et la presse — de poursuivre leur campagne pour faire punir des coupables, pourtant connus.

Monroe n'avait voulu que protéger la jeune nation américaine des entreprises d'une Europe alors toute-puissante. Au fil des ans et de l'accroissement de la force de leurs pays, les dirigeants de Washington se sont sentis de plus en plus fréquemment investis d'une mission salvatrice à l'égard du reste du monde. Sentiment d'autant plus sincère, estime Allman, qu'il est basé sur des ignorances profondes. Vouloir faire croire à l'opinion américaine que, sans les entreprises machiavéliques des Cubains et des Soviétiques, l'Amérique centrale serait la terre du lait et du miel relève au mieux, de la sottise, au pire de l'escroquerie, dit l'auteur qui a vécu jour après jour la misère sans espoir des « campesinos » périodiquement massacrés par des « forces de l'ordre » soutenues par Washington.

Mais les Américains ont la mémoire courte et, génération après génération, ils recommencent à souscrire aux mêmes « chimères », aux mêmes « illusions ». La Pax americana n'est pourtant pas pour demain : dans un monde de plus en plus interdépendant, la politique de la canonnière « Rambo » a même de moins en moins de chance de triompher à terme.

Allman est furieux, mais il n'est pas vraiment inquiet : « Reagan, dit-il, a finalement tué moins de monde en six ans que Johnson et Nixon n'en tuaient en une semaine : il parle plus qu'il n'agit. L'affaire de Libye en a été une bonne preuve : des flots de réthorique guerrière pour un « show » qui n'a fait que peu de dégât et n'a politiquement rien changé ». Il ne croit pas que Reagan puisse recommencer cet « exploit » sur Managua comme il menace depuis longtemps de le faire. Le Congrès paraît de moins en moins disposé à lui céder sur ce terrain.

Pour T.D. Allman, il peut y avoir de mauvais présidents aux Etats-Unis, mais il arrive toujours un moment où le Congrès se réveille et où la Constitution américaine triomphe. On l'a compris : pour anti-reaganien qu'il soit, T.D. Allman n'est pas un traître, encore moins un révolutionnaire... Seulement un Américain qui refuse, comme beaucoup d'autres, de croire à la vie en bandes dessinées telle qu'on la propose aujourd'hui à Washington. ●



« Sacrifice », d'Andrei Tarkovsky.



« Thérèse » d'Alain Cavalier.

Robert De Niro dans « la Mission ».

CANNES : AMEN OU ALLELUJA... AU CHOIX

Démarré dans l'explosion des fantasmes amoureux (« Tenue de soirée », « I love you », « Max mon amour »), le Festival de Cannes 1986 s'est conclu à genoux devant Dieu (« Sacrifice », « Thérèse » et même « la Mission »). Sur le plan de la qualité, l'Esprit surclasse la chair... incontestablement.

PAR FABIAN GASTELLIER

(de notre envoyée spéciale)

ET bah voilà. Encore une fois la création, le cinéma d'auteur, le cinéma inventif qui bouge et secoue les traditions se sont pris une belle baffe dans la pellicule. Encore une fois le jury, présidé par Sydney Pollack, s'est frileusement recroquevillé derrière les belles images non dérangeantes du cinéma à grand spectacle pour future grande consommation. En couronnant « la Mission » de Roland Joffé, les jurés du 39e festival de Cannes ont comme abdiqué devant le courage, le risque, la vraie force qui eût été de sacrer palme d'or « Sacrifice » d'Andrei Tarkovsky, le chef-d'œuvre de cette Croisette ensoleillée. Mais Cannes n'est pas Venise, où l'on sait garder pied !

Non que le film de Joffé, hymne naïf à la Compagnie de Jésus, dégoulinant de bonnes intentions, soit un mauvais film. Loin de là. Certes le message coince un peu dans la gorge (non les Jésuites n'ont pas sauvé l'humanité par l'entremise de leurs prêtres-écolos) mais l'œuvre est belle, la jungle photogénique et les Indiens Guarani tout à fait sympathiques. Mais c'est bien ce qui cloche : cette perfection léchée, clean et soft ; ces plans trop étudiés ; cette lumière trop hollywoodienne. « La Mission » est un film qui sent trop sa palme d'or pour que sa consécration ne paraisse pas le comble du convenu.

Avec Tarkovsky et « Sacrifice », c'était autre chose ! Mais comment parler de ce film sans que les mots ne le blessent ? Tar-

kovsky vous prend à la gorge : quelque part en Suède, un patriarche parvenu au terme de sa vie perçoit l'explosion d'une guerre nucléaire qui ne laissera de chance à personne. Comment donner un sens à la mort ? Comment sauver l'espoir ? En sacrifiant ce qui a tué l'homme : la civilisation superficielle de la parole, du bla-bla-bla. Aussi le vieillard fait-il vœu de se taire, transmettant à son petit-fils, qu'une opération empêche de s'exprimer, la mission de tout reconstruire sur des bases nouvelles.

Comme toujours Tarkovsky se débat avec la problématique chrétienne, le silence de Dieu, la nécessité de la Grâce. Mais « Sacrifice », qui a par hasard (mais le hasard existe-t-il ? Tarkovsky répondrait par la négative) croisé le nuage de Tchernobyl, est encore plus fort, plus terrible que ses autres films. D'une qualité plastique exceptionnelle (Sven Nikvist a bien mérité son prix pour la meilleure contribution artistique), avec une photo étrange qui a comme bu les couleurs, avalé la vie, c'est une œuvre de tout premier plan qui témoigne de la réelle puissance créatrice de son auteur. Tarkovsky, aujourd'hui miné par la maladie, a créé un monde unique qui, tout en lui survivant, disparaîtra avec lui. C'est sublime et terrifiant.

Et puis, avouons-le, la palme à Roland Joffé a bousculé l'ordre d'un palmarès qui s'en relève bancal. Avec Tarkovsky au premier rang, la « Thérèse » de Alain Cavalier, petit miracle de modernité, d'humour, d'intelligence et de sensibilité – de loin le film le plus surprenant de ce festival – aurait pu trôner au rang du grand prix spécial du jury, glané par Tarkovsky. Au lieu de quoi, cette merveille se retrouve avec une sucette, le prix spécial du jury, presque un prix de consolation. Une misère, vous dis-je.

Pour le reste, bon d'accord. Michel Blanc (« Tenue de soirée » de Bertrand Blier) et Bob Hoskins (« Mona Lisa » de Neil Jordan) sont tous deux des virtuoses. Barbara Sukowa s'imposait dans « Rosa Luxembourg » de Margarethe von Trotta (voir entretien page 25). Quant à la brésilienne Fernanda Torres (« Parlez-moi d'amour » d'Arnaldo Jobor) doit être très bien aussi mais, mille excuses, je n'ai pas vu le film. Et puisqu'on est dans la subjectivité, allez, à l'eau : j'aurais pour ma part attribué le prix de la mise en scène à Andrei Konchalovsky pour « Runaway Train » (voir entretien page 26) et offert à Scorsese le prix du meilleur scénario. « After hours » est surtout fait d'une histoire géniale et de dialogues croustillants. La caméra suit. Sans plus.

Mais ne nous plaignons pas : 86 fut un très bon crû. Une année millésimée dont on se souviendra. Le parcours fut initiatique et le palmarès, mystique. Comme l'avait prédit tonton Malraux « Le XXIe siècle sera religieux ou ne sera pas ». Qu'il soit rassuré : la contre-réforme est déjà entamée. Amen ou Alleluja. Au choix. ●

Barbara Sukowa n'aime pas le goulasch

ELLE est petite, pâle et timide. Secrète. Elle parle par phrases brèves un « français de Tarzan » coloré de néologismes poétiques. On est à Cannes par + 25° sur la Croisette, et Barbara Sukowa se planque dans les halls glacés des palaces pour fuir le soleil et le cirque. Elle détonne sur le paysage. Sukowa, c'est une parenthèse de calme et de réflexion dans un festival dingo qu'elle observe d'ailleurs avec une sorte de sérénité zen.

Le palmarès, c'est pour demain, mais d'évidence ça ne la traumatise pas des masses. Déjà consacrée meilleure comédienne à Venise en 1981 pour « les Années de Plomb » (sa première rencontre avec Margarethe Von Trotta), celle qui incarne aujourd'hui avec force et passion Rosa Luxembourg, la sainte révolutionnaire, n'a jamais pris les médailles au sérieux. D'ailleurs, elle n'y croit pas. « Le prix ? Non, je ne l'aurai pas. Et qu'importe ! Ce qui compte surtout, c'est mon travail. C'est là que je suis tout entière. Là que sont mes peurs, mes angoisses, mes joies, mes instants de folie et d'excitation : lorsque je construis un personnage. Après, si on me félicite, j'en suis heureuse, mais ça ne me dérange pas dans ma tête. Tenez : je ne me suis jamais sentie aussi tranquille qu'ici. L'hystérie ambiante c'est comme de l'huile, ça glisse sur ma peau...

« Pourtant je joue le jeu. Je participe à ces grandes fêtes un peu vaines. Parce que c'est un moyen d'imposer mon travail. Mes choix. Je ne sais pas ce que c'est qu'une carrière au sens médiatique du terme. Je m'en fous un peu. Je fonce au coup de cœur lorsque je tombe sur des thèmes qui me touchent. Souvent, les films que je fais sont politiques. La terroriste des « Années de Plomb », Rosa Luxembourg et, prochainement, avec Jeanine May-Apfel, un film qui raconte une quête d'identité sur fond de nazisme et de stalinisme : on peut dire que je suis « marquée » ! Mais c'est ce qui me passionne. Raconter les rapports des êtres avec le monde. Je ne crois pas que l'individu existe par lui-même, il est toujours façonné par l'Histoire. J'ai envie de dire cela, et pas de me perdre au cœur de petites bluettes intimistes, de petites anecdotes entre l'homme, la femme, les cigarettes, le thé et la visite de la grand-mère à 5 heures. Pour raconter ça, il faut être Strindberg. Mais Strindberg n'est plus...

« Rosa, je l'ai voulue telle qu'en elle-même. Et c'était un sacré challenge car ce que l'on connaît d'elle, en Allemagne, ce sont surtout les aspects négatifs. Je n'ai jamais rien lu d'intelligent sur cette femme, alors j'ai surtout puisé dans ses écrits. Ce qui m'a fasciné, c'est l'éternel combat de sa double personnalité : si fragile, si humaine en privé et si dure, si brillante et presque asexuée dans sa vie politique. C'est une vie de tension permanente. De passion. En ce sens, il y a un lien entre Rosa et la terroriste des « Années de Plomb », personnage inspiré de Gudrun Ensslin. Ce sont deux passionnées que guidait, en définitive, un amour fou de l'humanité. Elle ont chacune buté sur de terribles difficultés : Rosa parce qu'elle était femme au début du siècle, dans un monde d'hommes ; Gudrun parce que le traumatisme de l'après-nazisme rendait impossible un vrai mouvement de masse, que la société était trop résignée...

« Je suis fière de ce film, entre autres, parce qu'il possède une identité ; qu'il est allemand. Ce n'est ni du chauvinisme ni du nationalisme mais simplement l'envie du vrai, l'envie de retrouver les racines d'une culture. Aujourd'hui, avec les sempiternelles coproductions, on ne traite plus que de sujets vagues, généraux. Avec le rêve irraisonné d'intéresser tout le monde, on n'intéresse plus personne. C'est du cinéma-goulasch. J'ai horreur du goulasch ! »



Barbara Sukowa dans « Rosa Luxembourg ».

Andrei Konchalovsky ou le don du caméléon



Auteur d'un haletant « Runaway Train » ou Dostoïevski et Faulkner étaient dans une loco, Andrei Konchalovski parle de la liberté, de Kurosawa et de la parenté entre Russes et Américains.

PLUS russe que lui, tu deviens mouette chez Tchekhov. Andrei Konchalovsky, le dernier de la bande de l'Est à avoir fait le mur, est tout entier noyé dans le charme slave, dans le mystère slave. Une apparition.

Grand, pommettes saillantes, regard doré derrière les Ray-Ban empruntées à la civilisation yankee, ce fils de poète et petit-fils de peintre flotte dans les salons cossus du Carlton, délicieusement fantomatique. Là et pas là. Et cependant aux aguets, attentif. Voix voilée, sourire à craquer, il répond volontiers aux questions par métaphores, paraboles et proverbes. Non pour se masquer mais parce qu'il est ainsi : un Russe un peu japonais. D'ailleurs le scénario de son dernier film, « Runaway Train », le deuxième qu'il a réalisé hors d'Union soviétique, après « Maria's Lover », est signé Kurosawa. Son maître avoué avec Bunuel et Bergman.

Une histoire infernale filmée à toute blinde : deux évadés prisonniers d'un train fou. Une heure cinquante d'un exercice de style sur le timing, la vitesse, la nervosité qui vous coupe le souffle et vous noue l'estomac. Efficacité technique, prouesses de mise en scène qui cogne : Konchalovsky filme aux Etats-Unis. Mais, en surimpression, il glisse les interrogations éternelles et angoissées qui ont toujours été les siennes depuis son chef-d'œuvre « le Premier Maître » en 1966. L'homme, sa destinée tragique, le monde, Dieu. S'échappe-t-on jamais des prisons de la vie ? A quoi sert la révolte ? Le sacrifice d'un être permet-il la rédemption de l'humanité ? Dostoïevski et Faulkner étaient dans une loco. Ou comment faire un film complètement russe et totalement américain.

L'UNITE : Vous êtes un exilé...

ANDREI KONCHALOVSKY : Je n'ai pas laissé la Russie. J'ai eu la chance, ayant épousé une Française, de choisir mon lieu de résidence. C'est une situation différente, privilégiée. Mais une situation ambiguë : on ne distribue pas mes films américains en Union soviétique, les rapports restent tendus. Mon cas est un cas étrange. D'un côté légal et d'un autre, disons, exotique...

– Faire des films aux Etats-Unis c'était un rêve ?

– Pas un rêve. Un but. J'ai cherché pendant un an et demi à monter « Maria's Lover » en France et ça n'a pas marché. Alors je suis parti pour l'Amérique avec l'illusion que le travail allait y être plus facile.

– Et...

– Et ç'a été très difficile. Ç'a été un choc, l'Amérique. C'est une nation à la mentalité insulaire. Ils ne savent rien de rien du monde qui les entoure ; leur seule culture c'est l'information sélective et distordue que pondent leurs chaînes de télévision. Comment parler avec eux ? Comment parler à des gens qui me croient Turc parce que je viens de loin ?

– Mais, quand même, vous pensiez trouver là-bas plus de liberté...

– Mais qu'est-ce que c'est la liberté ? Vous êtes libre, vous ? Ah ! C'est la plus énorme de nos illusions, la liberté. Et il faut continuer de se battre en son nom. Bien qu'au bout du compte... En Union soviétique, l'idéologie commande et censure. Il n'y a pas de censure économique. Mais aux Etats-Unis, l'argent commande et la loi du marché est une forme déguisée de censure politique, d'idéologie. Ce qui explique que c'est curieusement en Union soviétique qu'un Tarkovsky, par exemple, est parvenu à trouver son style. Mais dans les deux cas, le créateur est piégé. A lui de se débrouiller. Il faut s'adapter, comprendre. Il ne faut pas essayer de changer l'ordre des choses : on finit écrasé. C'est comme une loi de la nature : sciez les arbres d'une forêt et ils repousseront, encore plus touffus qu'avant.

– Mais vous vous situez où, vous, entre ces deux pays ?

– Je ne me situe pas. Ou, alors, en moi-même. J'ai la chance de me sentir bien où que j'aille lorsque je parviens à travailler. C'est le don du caméléon. Pourtant, je reste Russe jusqu'aux bout des ongles, à jamais...

– Et vous ne vous êtes pas senti plus proche des Européens ?

– Par les racines culturelles, par l'existence d'une histoire, oui. Mais il existe des affinités entre les Etats-Unis et l'Union soviétique : la dimension des pays, qui oblige à un regard particulier sur les événements ; les distances... La dichotomie culturelle entre les privilégiés et la masse. En Europe, tout le monde a un certain accès à la culture, c'est sans comparaison avec l'Amérique et la Russie, où il y a encore une importante couche de la population qui est comme sourde et aveugle.

Cela dit, à quoi ressemblent les Russes ? Je me le demande. Je les trouve plus proches des musulmans que des catholiques, parce qu'ils sont un peuple d'émotion aux réactions plus sensuelles que logiques. La révolution d'Octobre est moins éloignée de la révolution iranienne que de la révolution française...

– Vous avez dit qu'avec « Runaway Train », vous aviez fait un film typiquement américain...

– J'ai dit ça, moi ? C'est curieux car je ne le pense pas. En surface, peut-être que cela ressemble à un film américain, mais la philosophie n'est pas du tout américaine. Elle est trop ambiguë. La philosophie américaine c'est une série de réponses. Moi, je préfère les questions...

– Et si c'était un film musical ? Je pense à son rythme, à l'importance accordée au montage...

– Ah ! Mais tous mes films sont musicaux ! Ce qui veut dire que d'une certaine façon le sujet compte moins que le fleuve des émotions, moins que la construction en « up and down », moins que l'architecture intérieure. « Runaway Train », c'est une structure particulière, en crescendo, en accélération. Comme la Toccata de Schumann.

– Vous avez beaucoup modifié le scénario d'Akira Kurosawa ?

– Pas mal. Sur la fin, notamment, qui préservait le style « happy ending ». Les héros – ou anti-héros – s'en sortaient. Moi, j'ai préféré les laisser aller au bout de leur course, au bout de leur souffle. Histoire de voir jusqu'où l'on pouvait pousser les limites... Mais maintenant que j'y repense, finalement, c'est quoi, les limites, c'est où ?

(Propos recueillis par FABIAN GASTELLIER)

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 23 MAI

A.2. « Apostrophes », magazine de Bernard Pivot – 21 h 35.

Au menu les anciens joyeux drilles qui avaient 20 ans en 68. De Pascal Bruckner à Bernard Tapie en passant par Guy Hocquenghem. Les barricades ont mené à tout...

Ciné-club : « Le Lutteur et le « clown », de Boris Barnet et Konstantin Youdine – 23 h.

Mésaventures d'un cirque. A découvrir, ne serait-ce que parce que Boris Barnet, qui se suicida en 1965, fut l'un des vrais poètes du cinéma soviétique.

F.r.3. : « Taxi », magazine de Philippe Alfonsi – 21 h 35.

Le dernier bébé d'Alfonsi : les images de l'actualité de la semaine, un sujet de fond plus une carte blanche à une vedette de la culture ou du show-bizz. Gageons que c'est gagné d'avance !

SAMEDI 24 MAI

T.f.1. : Série noire : « Grandeur et Décadence d'un petit commerce de cinéma », téléfilm de Jean-Luc Godard – 20 h 35.

Un roman de James Hadley Chase sert de prétexte à l'un des exercices de style godardiens les plus réussis de ces dernières années. Une maison de production qui déraille, un producteur qui finit mal, des chômeurs qui passent des auditions en récitant du Faulkner et une jeune déesse qui veut faire carrière : Godard brode sur le quotidien banal des fleurs de tragédie, des points de croix surréalistes et en profite pour régler ses comptes avec la mort du cinéma, la toute puissance des médias, l'écriture télévisuelle et le mystère Lebovici. Dédié à Jack Lang, ce téléfilm aux images étonnantes, au cadrage impec nous prouve que « des fois », il y a bien un metteur en scène derrière la caméra...

Canal Plus « Cinémode » – 22 h 50 Prochaines diffusions les 24/5, 25/5 et 26/5.

Le premier numéro de ce magazine de mode, consacré aux fêtes de Noël, était un ravissement pour l'œil et un délice pour l'imagination. Alors à vos froufrous codés.

DIMANCHE 25 MAI

T.f.1. « Une femme disparaît », de Alfred Hitchcock – 20 h 30.

A.2. « Maigret et l'ambassadeur », téléfilm de Claude Barma – 20 h 35.

Drame au Quai, parmi la noblesse et le troisième âge. Avec Jacques Dumesnil et Annie Ducaux.

F.r.3. « Histoire d'un jour, la rafle du Vel d'Hiv », émission proposée par Philippe Alfonsi – 20 h 35.

L'horreur made in France. A ne pas manquer.

Cinéma de minuit : « Un frisson dans la nuit », de Clint Eastwood – 22 h 30.

Le beau (?) Clint est poursuivi par une dame hystérique. C'est dur, la condition masculine !

Canal Plus « la Rose pourpre du Caire », de Woody Allen – 20 h 45. Prochaines diffusions les 28/5, 30/5, 31/5, 2/6 et 5/6.

Quand un acteur crève l'écran. Admirable. La V.o. c'est pour le 28 mai.

LUNDI 26 MAI

T.f.1. « L'Avenir du futur : Virus, de Kinji Fukasaku » – 20 h 35.

Tout sur la guerre bactériologique. Désopilant.

A.2. « Les 5 dernières minutes : un cœur sur mesure », téléfilm de Claude de Givray – 20 h 35.

Rien ne va plus dans les agences matrimoniales. Avec Michel Vitold, Pascale Audret et Geneviève Fontanel.

« Le Défi mondial », série proposée par Daniel Bertolino et Daniel Creusot d'après le livre de Jean-Jacques Servan Schreiber. Quatrième partie : « les Miroirs brisés » – 22 h 05.

MARDI 27 MAI

T.f.1. « Histoire d'une fille de ferme », téléfilm de Claude Santelli d'après Guy de Maupassant – 20 h 35.

Rediffusion d'un classique S.f.p. : Littérature, plans soignés : pour ceux qui aiment encore. Avec Dominique Labourier et Henri Virlojeux.

« Les Enfants de la République », série proposée par Hubert Knapp. Quatrième et dernière partie : « femmes des vallées de la soie et du charbon » – 22 h 05.

A.2. « La Guerre des boutons », de Yves Robert – 20 h 35.

« Si j'aurais su, j'aurais pas venu » : légendaire.

F.r.3. « La Femme en ciment », de Gordon Douglas – 20 h 35.

Polar des Amériques avec Sinatra et la Welsch.

MERCREDI 28 MAI

T.f.1. « Léon Blum à l'échelle humaine », téléfilm de Jacques Rutman – 20 h 35.

Une fresque de 3 heures pour raconter une vie d'homme, un destin historique et cinquante-cinq années de gauche française. De l'affaire Dreyfus à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les chemins de l'honneur et de la liberté. Avec Alain Mottet.

A.2. « Les Louves », téléfilm de Peter Duffell – 20 h 35.

Des sœurs fatales, un héritage, la guerre, les Allemands. Boileau et Narcejac mènent la danse, on en frissonne d'avance. Avec Andréa Ferréol.

« Sexy folies », magazine proposé par Pascale Breugnot – 22 h 15.

N°2. Au programme la vie sexuelle de votre entreprise mise à nu, les confessions érotiques de Marc lavoine et toujours l'impayable Madame France (Roche).

F.r.3. « Cinéma sans visa », émission proposée par Gérard Poitou : « Agit », de Yilmaz Güney – 22 h 50.

Déprogrammé, reprogrammé un film méconnu du réalisateur de « Yol » : la vie quotidienne des contrebandiers en Turquie.

JEUDI 29 MAI

T.f.1. « Infovision », magazine de la rédaction de T.f.1. – 20 h 30.

A.2. « L'Empire du Grec », de J. Lee Thomson – 20 h 35.

L'intimité friquée d'Aristote et de Jackie. Avec Anthony Quinn et jacqueline Bisset.

F.r.3. « Quoi de neuf ? », magazine de Claude Glayman. – 18 h 34.

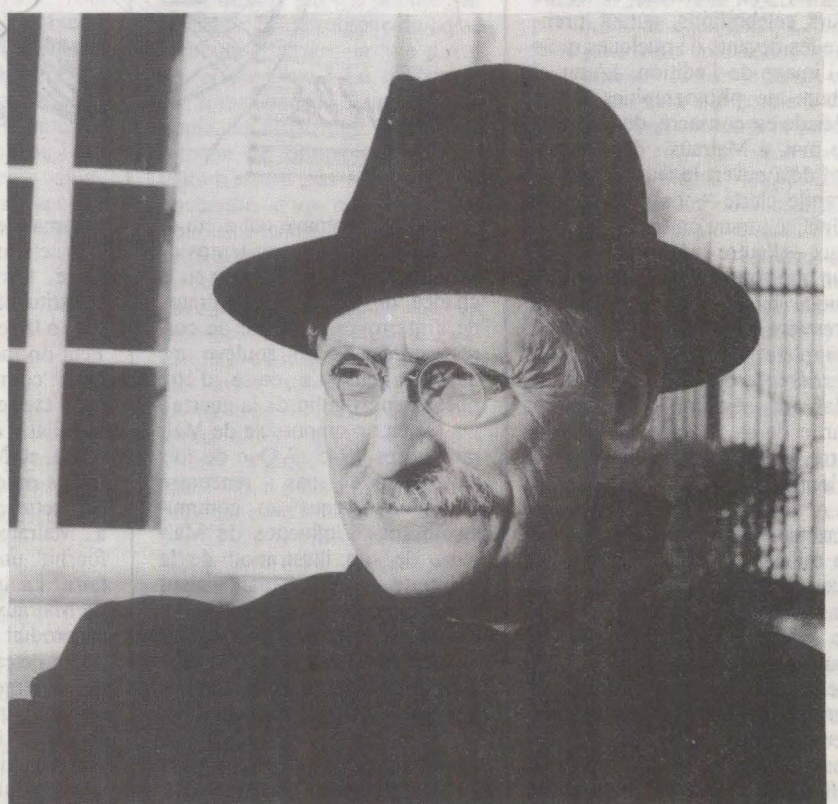
Les catalogues d'exposition sont-ils des livres d'art ? Réponse en compagnie de plusieurs éditeurs.

F.r.3. « Un soir, un train », de André Delvaux – 20 h 35.

Un homme et une femme, un train dans la nuit. Rêves et réalités, dérives sentimentales et cauchemars amoureux. Yves Montand face à Anouk Aimée, fantomatique. Superbe.

Théâtre : « Savanah Bay », de Marguerite Duras – 22 h 30.

Une ancienne comédienne, le souvenir d'une enfant morte, la douleur, la mort. Duras, forcément Duras. Avec Madeleine Renaud, Bulle Ogier et votre magnétoscope pour ne pas en perdre une miette.



Léon Blum incarné par Alain Mottet.

La condition surhumaine

** « L'Album André Malraux » – Album Pléïade 1986 – Gallimard.*

** Michel Cazenave : « André Malraux » – Balland, coll. « Phares ».*

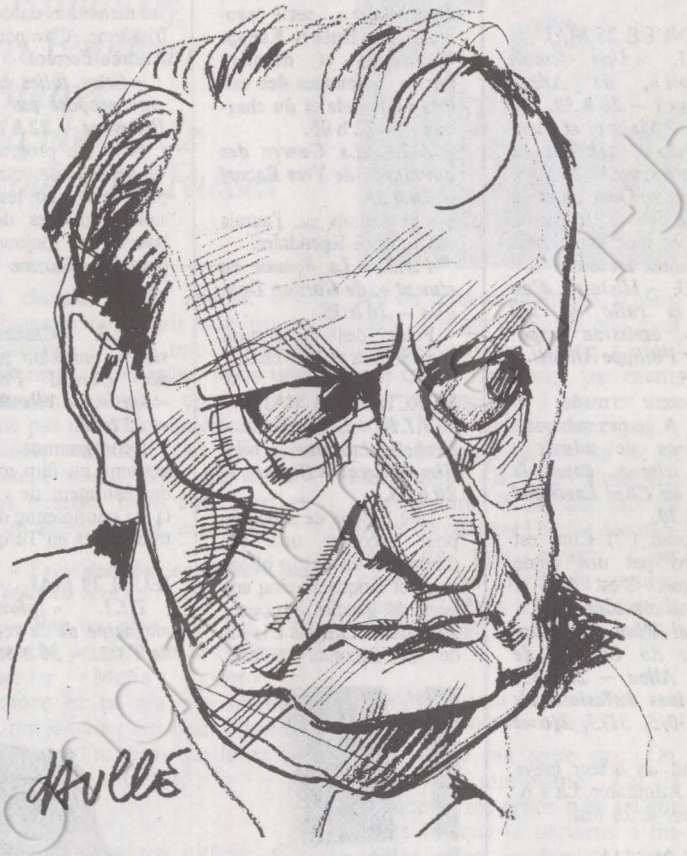
** Claude Tannery : « Malraux l'agnostique absolu ou la métamorphose comme Loi du Monde » – Gallimard.*

** Christian de Bartillat : « Clara Malraux : biographie – témoignage » – Perrin, coll. « Terres des Femmes ».*

** Lucien Goldmann : « Pour une sociologie du roman » – Gallimard, coll. « Tel. »*

A L'AUTOMNE la rentrée littéraire appartiendra à Malraux qui nous a quittés le 23 novembre 1976... bien avant Sartre, avant Aragon et quelques autres... Et comme nul n'échappe au rituel, bien implanté, des anniversaires et de leurs célébrations, autant prendre les devants de quelques mois à l'image de l'édition. L'annuel album de photographies de la Pléïade est consacré, dès ce mois de mai, à Malraux ; deux essais ont déjà ouvert le feu, l'un d'une grande clarté – ce qui est tout bénéfice lorsqu'on traite de Malraux – l'autre souvent aussi obscur que son objet... Une sympathique biographie de Clara, la première femme de Malraux, complète la salve, tandis que Verrières-le-Buisson, ville où Malraux séjourna la dernière partie de sa vie et où il est enterré, s'apprête à le commémorer à la mi-juin...

A lire les essais de Michel Cazenave et de Claude Tannery, au milieu d'un foisonnement de questions et de relectures, tout en sachant que l'œuvre et la vie de Malraux ont déjà connu de multiples exégèses, on privilégiera deux thèmes généraux largement mis en évidence par nos deux auteurs : le passage du communisme au gaullisme, la réflexion sur l'art ou le leitmotiv de la métamorphose.



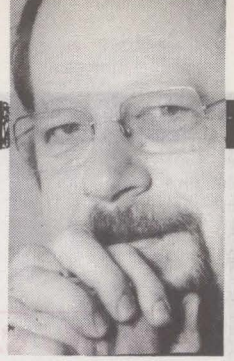
Michel Cazenave qui a été ce qu'on désignait en son temps de gaulliste de gauche et qui a eu la chance de rencontrer Malraux, de l'interroger et même de correspondre avec lui, soulève une question qui n'a cessé d'être posée depuis la fin de la guerre : y-a-t-il eu un crépuscule de Malraux après 1945 ? Que de fois n'avons-nous pas rencontré d'hommes, venus au communisme sous l'influence de Malraux, de son illustration de la fraternité et qui ne parvenaient pas à comprendre l'évolution de leur idole.

Avec la « Lutte avec l'ange », rédigée pendant la guerre et dont le manuscrit a subi divers avatars, Malraux met fin à son œuvre romanesque. Mais dès 1937 Malraux a conçu la « Psychologie de l'art ». Et c'est le pacte germano-soviétique qui a marqué le divorce définitif avec le communisme. Les incertitudes, les hésitations des premières années de l'Occupation vont disparaître, la participation décisive aux maquis F.f.i. du Lot, le commandement de la Brigade Alsace-Lorraine marquent une autre forme d'engagement et constituent le tournant qui prélude à la seconde vie de Malraux. Peut-on même totalement considérer comme un pur hasard le fait, rappelé par Christian de Bartillat, de la rupture entre Clara et Malraux survenue, du moins officiellement, en 1942 ! Sur cette métamorphose propre à Malraux, Michel Cazenave fournit un excellent commentaire. La guerre a mûri l'œuvre de Malraux au-delà du roman, il se produit dans son écriture un bouleversement majeur du côté du lyrisme et d'une nouvelle ampleur qui annonce les oraisons et les discours ultérieurs aux versets quasi claudéliens (discours pour Jeanne d'Arc, Braque, Le Corbusier, Jean Moulin, etc.) ou encore, pourquoi pas, un livre aussi personnel que le « Lazare ».

Sur le plan politique, remarque Michel Cazenave, on passe des militants aux hommes, on découvre le peuple. Plus tard cela donnera le fameux métro du R.p.f.. A Partir de la guerre d'Espagne, Malraux a épousé la France (le terme « A partir » devant être envisagé sous son double sens de causalité et de repère chronologique). Avant l'Occupation l'intérêt général, par exemple, était supplanté par l'antifascisme. Après la guerre la référence prédominante ne concerne plus la Révolution russe mais la Révolution française. Le passé de gauche, souligne M. Cazenave, n'est pas nié mais il est transcendé en un temps total. Du reste la Révolution comme mythe n'avait-elle pas permis d'éviter la question de la transcendance même si la mort était déjà largement présente. La Révolution, l'héroïsme ne découlaient-ils pas d'une conception dérivée du « divertissement pascalien » sous cet angle : « Malraux, en grande partie, a inventé cet absurde que reprendra comme une balle la génération qui le suivra ». La confirmation juste après la guerre des œuvres, plus radicales de ce point de vue-là, de Camus ou de Sartre a également rendu caduque la poursuite de l'œuvre romanesque de Malraux.

En 1945 Malraux fait la rencontre capitale de De Gaulle. Par là rejoint Michelet, Hugo et quitte Marx. A Michel Cazenave il confirmera plus tard qu'il n'a jamais été marxiste « Le marxisme ne peut justifier la vie », même s'il remarque, en ces années soixante-dix, que le P.c. a été un moment l'espoir.

A partir de ces métamorphoses dans ses propres conceptions Malraux s'attelle à la réalisation de l'importante réflexion sur l'art que l'on sait. Le passage au ministère des Affaires Culturelles, l'un des plus longs qui soit – le caractère stratégique de ce ministère est désormais indiscutable – et l'un des plus significatifs en tant que participation d'un grand écrivain au pouvoir (cherchez dans l'Histoire de France, et même mondiale, vérifiez que Malraux est unique... Chateau-

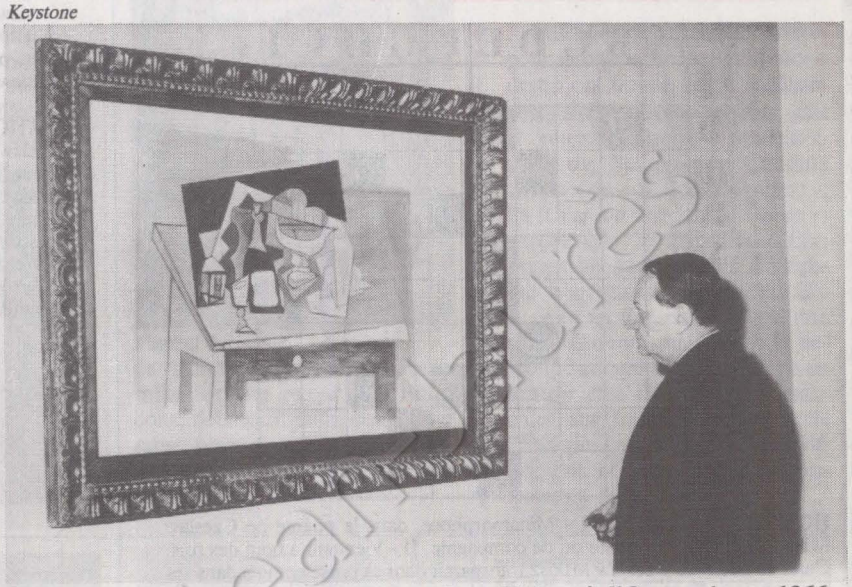


LA CHRONIQUE DE CLAUDE GLAYMAN



André Malraux avec le général De Gaulle.

Keystone



Inaugurant l'exposition Paul Guillaume-Jean Walter à l'Orangerie en 1966.

briand a dû s'en retourner dans sa tombe lui dont l'ambition politique n'a jamais vraiment été satisfaite), les voyages (Etats-Unis, Afrique, Chine, Inde et U.r.s.s.) l'épisode du Bengale, bref toute une activité officielle ou non, ponctuée de livres d'art et de mémoires, accompagne une conception structurée et méthodique de la métamorphose dans l'histoire passée et à venir du monde. Claude Tannery en fait l'objet même de sa réflexion.

L'art comme anti-destin ; non comme consolation, mais comme moyen de poursuivre l'interrogation sur l'homme : moyen de « braver l'impermanence et l'illusion qui impose la conscience de la mort ». Michel Cazenave décrit la hiérarchie chère à Malraux : « Le surnaturel, c'est l'adéquation de l'artiste à la vérité « qu'il façonne » — en sorte que le qualifier d'artiste n'aurait pas de sens pour lui : il prie en travaillant il ne pense pas créer une forme bien plutôt qu'il « donne forme » au divin qui l'inspire. Dans l'irréel, au contraire, au moment que les Dieux se retirent de la terre mais ne s'en éloignent pas tout à fait, l'œuvre d'art devient telle, elle sort du sanctuaire pour entrer au palais, elle est désormais « destinée à l'admiration non à la vénération ». En d'autres termes, elle se constitue en catégorie d'art profane qui peut rivaliser avec l'art sacré sans l'insulter... Dernière métamorphose : c'est l'instant où le peintre devient son propre irréel sur lequel nous vivons encore aujourd'hui, « — l'intemporel »... mais voici venir le monde de l'audiovisuel...

Ces quelques remarques inspirées par des analyses récentes n'ont aucunement la prétention d'épuiser le sujet Malraux. Tout au plus ont-elles pour objectif d'inciter à lire la seconde partie de l'œuvre de Malraux, celle qui a suivi les romans et qui n'a pas connu une gloire équivalente, en particulier la méditation sur l'art. Méditation complexe, touffue, bonne muse pour nous accompagner dans notre fin de siècle et pourquoi ne pas le dire de notre millénaire.

Clara Malraux appartient, elle aussi, à la première partie de la vie de Malraux. Après la guerre, une nouvelle Clara naît, qui contracte des engagements divers, bâtit une œuvre (dont les fameux six volumes de Mémoires « le Bruit de nos pas »... publiés par Grasset). Seule subsiste du passé Florence Malraux, la fille d'André et de Clara ? La misogynie du romancier ne laisse pas de doute, la disparition récente de Simone de Beauvoir qui, d'ailleurs n'aimait pas Malraux offre l'occasion d'un rapprochement opportun entre le couple que cette dernière formait avec Sartre et celui des Malraux. Dans ses dialogues Clara établit, elle, un rapprochement avec Zelda Fitzgerald : « Finalement, Zelda et moi avons souffert de compagnons trop brillants que nous avons choisis parce que nous avions quelque jugement. Ce choix fait, il nous a fallu abdiquer ceux qui nous avait amenées à le faire. Nous n'avons pas pu. Elle est devenu folle. J'aurais pu le devenir. Clara qui a tenu un livre de comptes sur ses déboires avec André Malraux suggère qu'il y avait un mystère en ce dernier, en l'espèce son hostilité à l'égard de sa propre enfance, le fameux « Misérable tas de secrets ». Différences d'enfance entre les deux êtres ? Néanmoins l'aide de Clara l'adulte dans l'épopée indochinoise fut totale. Clara fut du voyage à Moscou en 1935 et des premières luttes contre le fascisme. Après la guerre Clara sera marquée successivement par le P.c.f., le titisme yougoslave, la lutte en faveur de l'indépendance algérienne, et puis finalement, sur une très large échelle, par l'identité juive (elle ne consacra pas moins de deux livres à l'histoire juive). En conclusion de sa vie « abeille » (selon le terme de son biographe) elle confie à celui-ci : « Pendant toute la partie de ma vie où j'ai vécu avec Malraux, je n'étais rien. C'était d'autant plus dur pour moi que j'avais été quelque chose. Puis j'ai été la femme répudiée du grand homme. Peu à peu à travers la curieuse indépendance que m'a donnée la guerre j'ai repris forme et cessé d'être transparente. J'ai redécouvert mon existence personnelle et en tant qu'écrivain ».

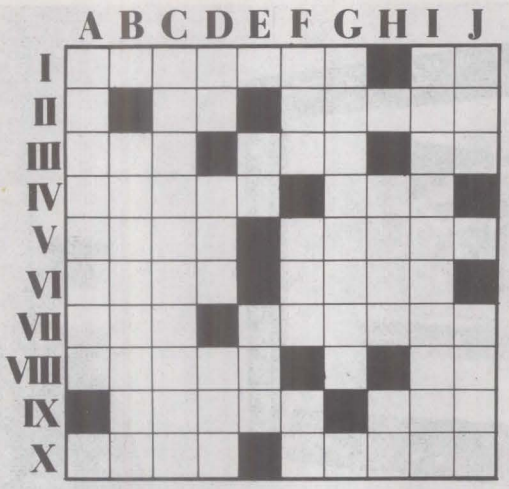
Terrible constat ! Malraux, semble-t-il, n'évoquait jamais cette part privée de la première partie de sa vie. Etait-il embarrassé par ce que son génie avait eu d'absolu ? Peut-être considérait-il que l'amour, également, relevait du « Misérable tas de secrets » ? Cette dimension, intime, pour complexe qu'elle ait été, ne doit pas dissimuler l'importance d'une œuvre dont la lecture et la relecture s'imposent tandis que se métamorphosent les orages qui l'ont engendrée.

L'œuvre sur l'art de Malraux

- *« La Psychologie de l'art de 1947 à 1949. »*
- *« Saturne », en 1950 (parution posthume en 1978 dans une version revue et corrigée).*
- *« Les Voix du silence », en 1951.*
- *« Le Musée imaginaire de la sculpture mondiale », de 1952 à 1954.*
- *Le premier tome de « la Métamorphose des Dieux », en 1957.*
- *1974 : « Tête d'obsidienne » — 1975 L'irréel.*
- *1976 : « L'Intemporel ».*

PAR REMY ALBERT

THEME : CZESLAW MILOSZ



HORIZONTALEMENT : I - Métamorphosé, dans le poème de Czeslaw Milosz. Symbole de chimie ou de compagnie. II - Viennent à bout des rois. Celui du talent de Czeslaw Milosz transparaît dans sa prose comme dans ses poèmes. III - Bonne pomme prise par la queue. Sont au secret. Largeur de tissu. IV - Thème de poèmes naïfs de Czeslaw Milosz. C'est bien là ! V - Prénom transalpin. Du faux, pour faire vrai ! VI - L'œuvre de Czeslaw Milosz sert de repère pour celui des bonnes et mauvaises conduites de tous les types de société. Très mobile, semble-t-il. VII - Lire la manchette d'un journal à l'envers. C'est toute la vie de Czeslaw Milosz ! VIII - Par la comparaison de leurs types de société, elles sont étudiées dans les écrits de Czeslaw Milosz. Dans le vent, mais sur le pont. IX - Prendre un certain soldat à revers. Bonne gardienne, en cas d'attaque. X - Lao avant ou Hi après, philosophe chinois ou régente de l'Empire chinois. Prix attribué à Czeslaw Milosz.

VERTICALEMENT : A - Faire de drôle de mimiques. B - Walesa, comme Czeslaw Milosz. C - C'est dans celui de Lituanie que Czeslaw Milosz a vu le jour. D - Ceux du roman irritent et dérangent Czeslaw Milosz. Une ode transformée. Liquide courant. E - Réfléchi, parfois. Ont leur place dans l'espace. F - Rigide ou tari. Pour les nœuds ou les tours. Etain. G - Pour Czeslaw Milosz, elle constitue le bien commun des croyants, des agnostiques et des athées. H - Lustré à volonté. Fleuve d'U.R.S.S. I - Czeslaw Milosz y séjourna pour écrire « les Visions de la baie de San Francisco ». J - Extrait. Port de pêche et station balnéaire du Morbihan.

Solution des mots croisés du n° 648

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
I	S	T	A	T	U	A	I	R	E	S
II	O	R	C	■	T	R	A	I	N	E
III	B	I	A	S	■	T	■	D	■	V
IV	R	O	D	I	N	■	R	U	D	E
V	E	■	E	■	E	P	E	L	A	■
VI	■	T	M	E	S	E	■	E	L	A
VII	M	A	I	L	L	O	L	■	O	O
VIII	O	R	S	■	E	N	■	P	U	R
IX	R	O	M	E	■	S	U	R	■	T
X	S	T	E	L	E	■	T	O	G	E

LA GARDE DES PRIX BAS



DARTY

HCM

TV.ÉLECTROMÉNAGER.HIFI.VIDÉO

PAR NICOLE CHAILLOT

POLAR

Les seins de glace

** « Monsieur, vous oubliez votre cadavre », par Pascal Lainé, (Ramsay).*

Et Pascal Lainé a oublié d'être ennuyeux. On s'amuse beaucoup à suivre son improbable inspecteur Lester embarqué dans une enquête qui le mène en Suisse dans les sous-sols blindés d'une clinique pour vieillards richissimes qui s'apparente plus à l'île du Dr Moreau, de sinistre mémoire, qu'à une paisible maison de santé vaudoise.

Flanqué d'un petit couple branché et bricoleur dont le nid d'amour est un corbillard réhabilité en camping-car, il démantèlera l'infâme réseau de trafiquants d'espoir qui promettaient l'immortalité par congélation à ceux qui peuvent s'offrir le sort enviable de finir en Vivagel bien sûr...

L'estimable auteur de « la Dentellière » et autres travaux d'aiguille au petit point nous offre un polar cousu de fil blanc mais diablement réjouissant.

ROMAN

La vraie sans-gêne

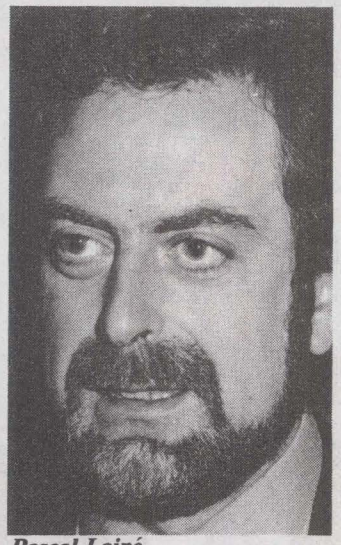
** « Thérèse Sans-Gêne », par Colette Piat (Albin Michel).*

Avec « Thérèse Sans-Gêne », Colette Piat réussit son roman le plus abouti. A partir de quelques bribes de la vraie vie de « Sans-Gêne » — rien à voir avec la maréchale Lefebvre qui fut certes blanchisseuse et mal embouchée, mais jamais soldat de la Grande Armée — elle nous raconte avec une verve et une ardeur toute révolutionnaire la vie peu ordinaire de Thérèse Figueur, blanchisseuse à Rueil qui devint par les hasards d'une enfance malheureuse et de sa passion pour un oncle — de la main gauche — soldat de métier et d'aventure, hussard, d'abord dans les armées de la République, puis combattant dans celles de Napoléon.

Travestie, la vraie Sans-Gêne rencontre le « petit Moricaud » au siège de Toulon, se bat sur tous les champs de bataille dont le « petit Tondu » émailla la carte



Colette Piat.



Pascal Lainé.

de l'Europe pour finir demi-solde lors du retour des Bourbons, délaissant enfin cuirasse et sabre pour — « happy end » — retrouver l'amour de sa jeunesse et l'épouser.

Les filles déguisées en garçon pour échapper à leur monotone destin ont donné lieu à quelques best-sellers souvent coquins, gais et réussis comme « Mademoiselle de Maupin », « Caroline chérie » ou « la Bougainvilliers ». Ici il s'agit d'une histoire vraie — encore que le chevalier d'Eon existât bel et bien mais il s'agissait d'un garçon déguisé en fille — celle en fait assez folle d'une petite gamine souffreteuse et exploitée qui par amour échappa au trottoir et à l'hôpital pour caracoler sur tous les chemins de l'Europe. Un chouette roman vif, insolent et sans doute historiquement sérieux.

SAGA

Pour le plaisir et pour la morale

** « L'Empereur de la faim » par Jacques Lamalle (Flammarion).*



Au moment où la guerre économique des Etats-Unis contre l'Europe reprend de plus belle et où les Soviétiques sinistrés après la catastrophe de Tchernobyl sont plus que jamais demandeurs de produits alimentaires un livre s'impose : « l'Empereur de la faim ». Roman picaresque, polar violent, pimenté de scènes érotiques un peu scolaires, le livre de Jacques Lamalle est d'abord la saga passionnante et passionnée des magnats des industries agroalimentaires qui par blé, sucre, café, soja ou viande interposés détiennent en fait le droit de vie et de mort sur nous autres pauvres hommes, affamés ou suralimentés.

L'empereur, c'est Jean Saldoux un self made man parti de rien ou plutôt de sa ferme du Massif Central et devenu grâce à son astuce, son audace et son irrésistible sens de la manipulation le patron incontesté et jalousé du trafic mondial des céréales. Il traite des contrats par centaines de milliers de dollars et voyage en jet privé pour négocier d'Etat à Etat des centaines de quintaux de blé, de froment ou d'orge.

Sur la trace de ce personnage hors du commun, fabuleux, fascinant et répugnant à la fois, un journaliste Antoine Cère spécialiste estimé du monde agroalimentaire et érotomane à ses heures et un technocrate américain dont les dents commencent à rayer le béton des silos à blé dès lors qu'il a pénétré dans le saint des saints : la Maison-Blanche.

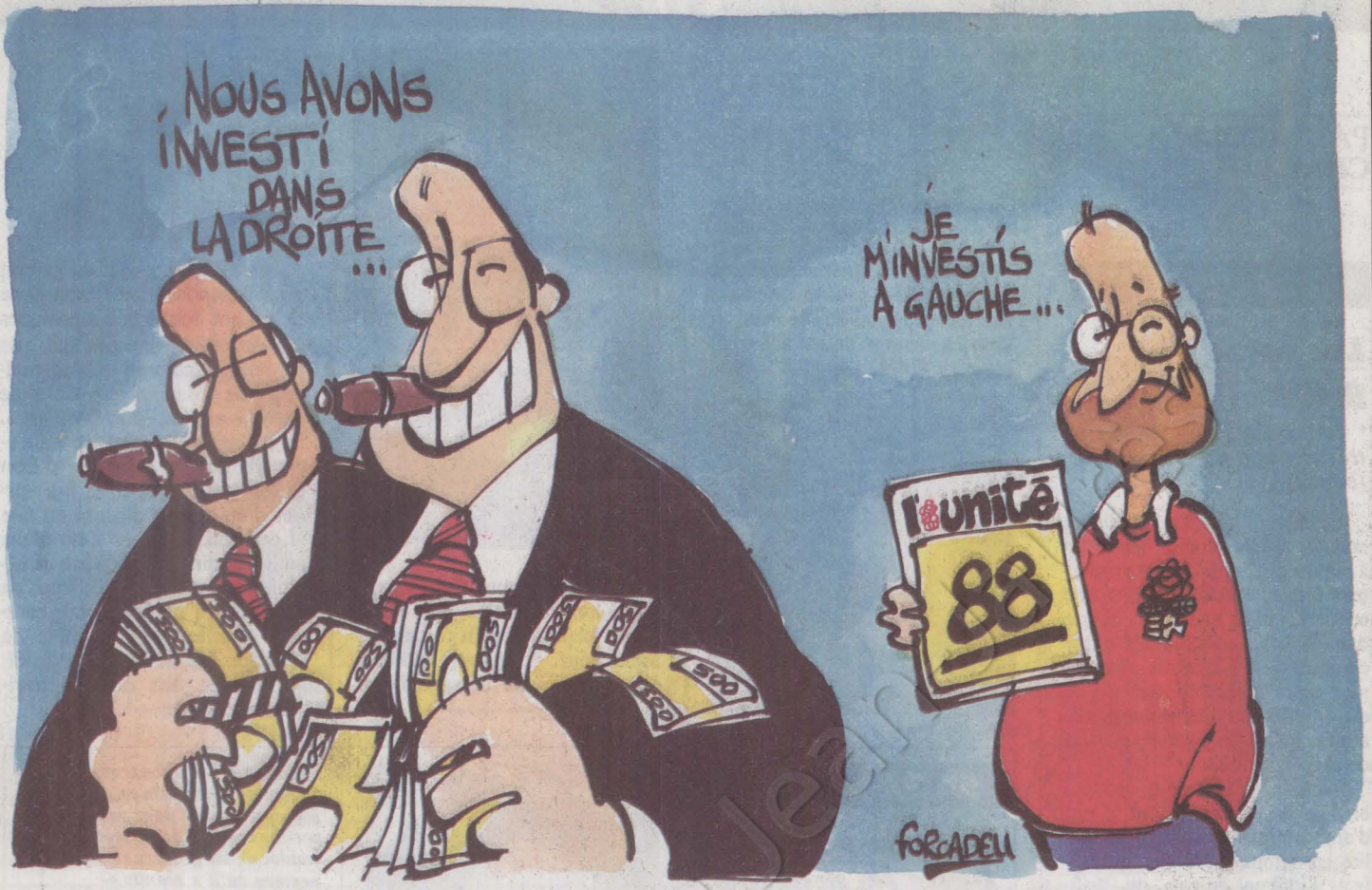
Autour de ces gros poissons quelques beaux prédateurs comme le « requin rouge » (un Gaston Rouquette qui ressemble comme un frère à notre Doumeng), une ou deux murènes bien immondes et quelques sirènes nageant dans ces eaux troubles avec la grâce inquiétante des squales. Soudain dans le meilleur des mondes de la Jet-Set éclate une bombe : des révolutionnaires tiers mondistes, « Les Frères de la Faim » viennent d'enlever un des magnats brésiliens responsable à leurs yeux de la désertification d'une partie du Brésil et donc de la mort lente de millions d'individus condamnés à la misère. La rançon : une somme colossale immédiatement convertible en denrées alimentaires à distribuer dans les zones les plus durement touchées par la faim. Les bailleurs de fonds devant être le consortium occulte à la tête duquel se tient l'empereur de la faim.

L'évocation de la détention du milliardaire brésilien transformé du jour au lendemain en pauvre péon partageant pour subsister la portion congrue de haricots et de manioc de ses géôliers et des paysans qu'il a réduits — inconsciemment peut-être — à la famine nous vaut des pages violentes, indignées et brûlantes. Jacques Lamalle est certes un astucieux romancier mais il est avant tout un spécialiste de la faim dans le monde et sans doute un homme de convictions pour qui le pillage du tiers monde par l'Occident riche reste un scandale même si la mode n'est plus aux sanglots de l'homme blanc.

Son roman qu'on dévore à belles dents, dénonce mine de rien l'horrible réalité de cette fin de siècle où pour que nous puissions déguster chaque matin notre café bien sucré et dévorer notre entrecôte de bœuf nourri au tourteau de soja accompagné de haricots verts récoltés au Sénégal ou au Mali des enfants meurent par milliers de malnutrition.

Et il est bon que cette vérité atroce que nous ne voulons pas voir — qui ne détourne les yeux de la télévision quand entre la poire et le fromage défilent devant nos yeux ces enfants faméliques à ventre gonflé de vers et de vent ? — nous soit rappelée au travers d'un roman qui ne se veut pas message mais divertissement.

Longtemps après avoir refermé le livre — en dépit d'un épilogue trop cynique pour ne pas être crédible ! — quand les personnages haut en couleur — et à clé sans doute — nous auront fui, restera la vision sans espoir de ce Nordeste où les cultures vivrières remplacées par le café et la canne à sucre n'ont laissé que misère, maladie, angoisse et faim. A lire absolument. Pour le plaisir et pour la morale.



Revenue au gouvernement depuis le 16 mars, la droite montre chaque jour sa volonté de démolir l'œuvre accomplie par la gauche. Après cinq ans de pouvoir, le Parti socialiste se retrouve dans l'opposition mais le score historique qu'il a obtenu et la présence à l'Elysée du Président de la République lui laissent de larges perspectives d'action. Chacun comprend que la coexistence voulue par les institutions est aussi un combat de tous les jours et que pour mener à bien ce combat le P.s. a plus que jamais besoin d'accroître ses moyens d'information et de communication.

C'est pourquoi nous lançons une nouvelle campagne d'abonnements à « l'Unité » liée à la campagne d'adhésions au parti. Toutes celles et tous ceux qui ont contribué à ce que le P.s. dépasse le seuil de 30 % doivent prolonger leur action en participant directement à cette campagne. Permettre à « l'Unité » de parler plus fort et d'être plus efficace face à la grande presse de droite, c'est votre affaire à tous. N'attendez pas. Nous comptons sur vous.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solférino - 75007 PARIS

Je soussigne .....

.....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (210 F)***

★ ***abonnement d'un an (310 F)***

★ ***abonnement de soutien (à partir de 500 F)***

par chèque bancaire, chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J. - Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52 325